

## ABONNEMENTS:

|                              |        |
|------------------------------|--------|
| <b>Édition Quotidienne:</b>  |        |
| CANADA ET ETATS-UNIS         | \$3.00 |
| UNION POSTALE                | \$6.00 |
| <b>Édition Hebdomadaire:</b> |        |
| CANADA                       | \$1.00 |
| ETATS-UNIS                   | \$1.50 |
| UNION POSTALE                | \$2.00 |

Directeur: HENRI BOURASSA

## LE DEVOIR

Rédaction et Administration:

71a RUE SAINT-JACQUES  
MONTREAL.

TÉLÉPHONES:

ADMINISTRATION: Main 7461  
RÉDACTION: - Main 7460

FAIS CE QUE DOIS!

## PÉNÉTRATION NECESSAIRE

EN MARGE DE "FRENCH AND ENGLISH"

Les deux lettres de MM. Cahan et Walsh qui précèdent, dans la brochure de M. Bourassa, les articles de notre directeur, offriront à beaucoup de Canadiens-français un intérêt analogue à celui que présentent, pour les Canadiens-anglais, ces articles mêmes. Elles ne sont point, sans doute, du même ton et n'ont pas les allures de réquisitoire que prend parfois la prose de M. Bourassa, mais elle nous apporte sur l'état d'esprit des Anglo-Canadiens des indications extrêmement intéressantes.

Il en résulte que la besogne la plus pressante peut-être qui nous incombe, c'est la pénétration dans les milieux anglais. Assez rarement nous heurtons à l'hostilité consciente et voulue; nous avons, la plupart du temps, affaire à une ignorance entretenue par l'absence quasi-générale de culture française, et à une indolence née de l'égoïsme qui fait le fond de la plupart des tempéraments.

Il faut donc dissiper cette ignorance et secouer cette indolence, en révélant aux intéressés le vrai fond des choses et l'intérêt qu'ils ont à assurer le respect du droit.

L'expérience montre que ce travail porte toujours des fruits et que les auditeurs anglais écoutent volontiers les plus dures vérités. C'est un fait certain qu'aucun orateur canadien-français n'a dit aux Anglais de plus rudes choses que le directeur du *Devoir*; et pourtant, comme le fait remarquer M. Walsh, il n'a qu'à parler en anglais pour que l'on se presse à ses conférences.

Tous ses auditeurs ne sont pas convertis du coup, mais tous écoutent avec attention et rapportent des notions nouvelles. Certains confessent que jamais ils n'avaient soupçonné l'existence de certains faits, d'autres s'écrient: Mais ce n'est que cela qu'il réclame!

Qu'on me permette un souvenir personnel. J'étais à Ottawa le jour où M. Bourassa parla d'impérialisme au *Canadian Club*. C'était le soir et, dans l'après-midi, M. Foster avait prononcé son grand discours sur la contribution Borden. Le directeur du *Devoir* mit une sorte de coquetterie à présenter sous la forme la plus coupante, pourrait-on dire, ses arguments et ses revendications. Il les étaya d'un examen de la politique étrangère de l'Angleterre qu'à ma connaissance, il n'a jamais fait, dans la province de Québec, aussi complet et aussi sévère. Il n'y eut pas un murmure. Comme nous sortions, un député de l'Ontario disait à l'un de ses amis français: *After all, he was quite moderate.* — Après tout, il a été très modéré.

L'expérience prouve également qu'en y mettant un peu de bonne volonté, nous pourrions provoquer de nombreuses interventions anglaises ou irlandaises en notre faveur.

Jusqu'ici nous avons surtout compté sur l'intervention spontanée des gens. Or, c'est toujours le petit nombre qui agit ainsi. Beaucoup de personnes, même fort bien disposées, sont retenues par leurs affaires, par la crainte de s'afficher, par une sorte de répugnance à se mêler d'affaires qui ne les regardent point directement. D'autres ne savent pas.

Il faut donc aller à elles, briser leur timidité, les mettre au courant, leur montrer de quelle façon elles peuvent logiquement intervenir. On éprouve parfois d'agréables surprises. On cherche à provoquer une simple expression d'opinion favorable et l'on tombe sur un homme comme M. Cahan qui, depuis huit jours, compulse documents et statuts et vous fournit une consultation juridique de première valeur.

La première chose en tout cas, c'est de s'aider, c'est de montrer qu'on tient à son droit. Comment voulez-vous que les gens du dehors vous défendent, si vous ne paraissez pas avoir l'énergie de vous défendre vous-même?

La brochure que le *Devoir* vient de publier est, comme les discours de M. Lavergne et de notre directeur, un instrument de pénétration fort utile; mais il en est beaucoup d'autres.

Sachez les utiliser. Ne laissez passer aucune occasion de dissiper — par la parole ou par la plume — les préjugés dangereux; n'en laissez passer aucune de conquérir à notre cause de nouvelles sympathies.

Omer HEROUX.

## AUTOUR DU HOME RULE

Au fond, la situation reste à peu près la même en Irlande. Si le conflit éclatait il ne pourrait durer longtemps. Et il y a probablement beaucoup de vrai dans cette opinion de M. Redmond que l'Ulster a peu envie de se battre.

Seulement, l'étendue des préparatifs, l'énergie de Carson et l'appui donné à l'attitude de l'Ulster par l'opposition, ont fini par produire leur effet. Certains officiers de l'armée exaspérés par leurs propres sentiments, ont tellement manifesté ceux-ci que la Couronne semble avoir pris peur.

Quel sera le résultat pratique au point de vue du home rule? Si les esprits ne se calment pas promptement, il est fort possible que l'autonomie de l'Irlande soit ajournée momentanément. Tous les éléments du parti ministériel semblent en effet d'accord à considérer que la question d'autonomie se perd dans celle de la suprématie du pouvoir civil menacé par l'attitude de certains officiers. Et il est vraisemblable aussi que tout en votant le projet du home rule une troisième fois de façon à passer outre l'opposition de la Chambre des lords, on hésite à demander la sanction de la couronne avant l'appel au peuple qu'on ferait non pas tant sur le home rule que sur la souveraineté du parlement.

La situation générale s'aggrave cependant. En pleine Chambre des Communes, nationalistes, ouvriers et même de nombreux libéraux, ont acclamé et longuement une attaque directe contre le Roi. On n'a rien entendu ni vu de pareil depuis longtemps au parlement anglais.

P. L.

## LA BROCHURE DE M. BOURASSA

AVIS A NOS AMIS

Un certain nombre de nos amis de la campagne n'ont pas fait accompagner leurs commandes du prix de port: 2 sous l'exemplaire. Nous les prions de réparer cette omission.

D'autres ont simplement donné leurs commandes en disant: Nous paierons sur réception. Nous les prions d'envoyer le prix avec la commande.

## LE FRANÇAIS PARTOUT

Le Droit remarque que les enseignements français se multiplient à Ottawa. Jusqu'aux banques anglaises qui se mettent à donner du français et des employés canadiens-français, dit-il.

C'est un peu la même chose partout. Et cela prouve, n'est-ce pas, qu'il suffit d'insister pour faire respecter ses droits.

Et comme le respect du français se généraliserait davantage si nous n'avions pas tant des notes qui par irreflexion ou snobisme, un mélange des deux peut-être, oublient de parler leur langue et privent ainsi un certain nombre de leurs de bonnes positions.

Exemple. Au buffet de la gare Bonaventure, le français était prohibé il y a un an. Le *Devoir* signale, lui, dénonça cet état de choses. Quelques semaines après, on trouvait au comptoir une jeune Canadienne-française parlant les deux langues. Elle fut remplacée quelques mois plus tard par une jeune Anglaise ou Irlandaise sourde au français, très probablement parce la plupart des Canadiens-français qui se représentaient là ne demandaient jamais de pain, de beurre, de café, de lait ou de cigares mais toujours du bread, butter, coffee, milk and cigars.

Nous l'avons très souvent remarqué nous-même.

J. D.

## LE REFERENDUM

Plusieurs candidats ont déjà soulevé des engagements formels en faveur du referendum; mais ce n'est pas suffisant.

Il faut que les électeurs exigent de tous les candidats cet engagement clair et catégorique.

Aujourd'hui, ils sont les maîtres; demain, il sera trop tard.

## LA LETTRE DE M. CABANA

Notre ami M. J.-N. Cabana publiait dans la *Gazette d'hier* une lettre fortement argumentée sur la question de race.

Il est à souhaiter que son exemple soit suivi par nombre de Canadiens-français. Cela servirait à dissiper les préjugés nés de l'ignorance ou de l'inattention.

## BILLET DU SOIR.

## DEFINITION

Quand quelqu'un touche un mot de notre littérature, il se rencontre d'ordinaire un joueur contradictoire pour lui répondre: "Chut! ne parlons pas des absents..." Car la littérature canadienne trouve des négateurs qui, dans le moment même qu'ils nient avec esprit son existence, la prouvent. Nous en sommes encore à la définition de ce qu'est, ou plutôt de ce que devrait être une littérature canadienne. Crémazie a compliqué le problème en le posant — déjà! — ainsi: Notre littérature, étant de langue française, ne peut être que française. Et ses partisans ajoutent aujourd'hui: Si notre littérature est canadienne par le fait qu'elle met en scène des gens du pays, il est aussi juste d'affirmer que la Madame Chrysanthème de Loth appartient à la littérature japonaise. Cela vous assoit, comme on dit vulgairement, et vous concluez que l'absence d'une langue propre rend impossible l'existence d'une littérature canadienne-française.

Les Anglo-Canadiens, qui n'ont pas plus que nous une langue à eux, se trouvent en face de la même situation. Et, à propos de la décision que vient de prendre le *Canadian Club* d'encourager la littérature canadienne-anglaise, le *Herald* pose la question de la même façon qu'autrefois Crémazie: Il faudrait d'abord savoir ce que c'est que la littérature canadienne. Si l'on prétend que c'est celle qui utilise le décor canadien, il faut donc compter au nombre de nos écrivains Mrs Humphrey Ward et le journaliste anglais qui publie un livre où il raconte son voyage à travers notre continent. Si l'on tient au contraire que la littérature canadienne, c'est celle qui est écrite par des Canadiens, il faut donc considérer comme nôtres sir Gilbert Parker, parti d'ici quand il était encore enfant, et qui nait l'autre jour être Canadien, et exerce de notre anthologie nationale les oeuvres de Miss Marjorie Pickthall qui, encore que née en Angleterre, professe le régionalisme au point de dédier une ode à la Ville de Toronto, où elle s'est fixée.

Ce n'est pas simple. Mais, au lieu de perdre son temps à chercher une solution à une question insoluble, ne vaudrait-il pas mieux écrire un beau livre, sans se soucier comment, après l'avoir admiré, le lecteur le classera? C'est peut-être moins difficile, et ce serait à coup sûr plus utile.

Léon LORRAIN.

## M. TESSIER A QUEBEC

LE NOUVEAU MINISTRE DE LA VOIRIE EST L'OBJET D'UNE MANIFESTATION A SON ARRIVEE DANS LA VIEILLE CAPITALE. — LES DISCOURS.

Québec, 25. — Sous les auspices des clubs libéraux, Québec a été célébré hier soir, par une manifestation à la salle Saint-Pierre, la victoire de M. J. A. Tessier à Trois-Rivières. Le nouveau ministre est arrivé à Québec à 5 heures, par un convoi spécial composé de 14 wagons portant cinq cents partisans du nouvel élu. Une foule nombreuse attendait l'arrivée du convoi à la gare, où sir Lomer Gouin, MM. L. A. Tascheau, J. C. Kaine et plusieurs députés provinciaux reçurent M. Tessier.

Une procession s'organisa qui traversa les rues de la ville aux acclamations de plusieurs milliers de personnes venues de Trois-Rivières, jusqu'à la salle Saint-Pierre où eut lieu une assemblée.

Cette assemblée était présidée par M. Langlois, député de Saint-Sauveur. On remarqua sur l'estrade sir Lomer Gouin, MM. L. A. Tascheau, L. A. Tessier, M. Bureau, Léon Gouin, Trahan, Lucien Cannon, Fournier et plusieurs autres députés provinciaux.

L'assemblée a été ouverte par M. Langlois auquel succéda M. Laetere Roy. Sir Lomer Gouin parla ensuite, rappelant les attaques dont le législateur de Québec a été l'objet au cours de l'affaire Mousseau. Il dit que le gouvernement n'a pas eu peur d'une enquête et qu'il est même allé au devant, au lieu de faire comme les ministres conservateurs d'Ottawa et M. Ferguson à Toronto.

Le gouvernement n'a pas eu peur, dit le premier ministre, et d'accorder une enquête et d'accéder à la demande des conservateurs de donner un sauf-conduit aux témoins, privilège qui n'a jamais été accordé ailleurs. Malgré toute la latitude donnée à l'enquête, ajoute-t-il, trois membres de la législature seulement ont été compromis.

Sir Lomer dit que cette affaire a été montée par les conservateurs, par McGillivray, qui voulait racheter la promesse faite aux conservateurs d'Ottawa de renverser le gouvernement de Québec. N'ayant pu le renverser, il a cherché à le salir.

M. Tessier, après avoir remercié les luttiers qui sont allés l'aider, dit que la victoire de Trois-Rivières est la victoire des principes libéraux, du gouvernement d'économie, de progrès et d'avancement de sir Lomer Gouin, et la condamnation de la calomnie que l'on a voulu exploiter contre le gouvernement.

MM. Bureau, E. Lafoie, Lucien Cannon, Fournier et Tascheau adressant la parole pour chanter victoire et s'attaquer aux adversaires du parti libéral, répétant les

## LE DEBAT SUR LE RAPPORT GUTELIUS-STAUNTON

M. Graham attaque à fond la commission d'enquête. --- Les commissaires et leur rapport. --- Le débat se poursuit

Ottawa, 25. — A minuit, mardi soir, M. Graham demandait l'ajournement du débat commencé dans le cours de l'après-midi sur le rapport Gutelius-Staunton à propos de l'administration de la commission du Transcontinental National, de 1905 à 1911. Il a parlé cinq heures, répondit à plusieurs des allégués de ce rapport, attaqué les commissaires et les conclusions auxquelles ils en sont arrivés, à la suite de leur enquête. La Chambre l'a écouté avec attention. La gauche a multiplié ses applaudissements et ses manifestations approbatives, et la droite a pris une attitude incrédule et railleuse. Séance d'un grand intérêt, discours remarquable, nulle séance disgracieuse.

## ASPECT GÉNÉRAL DU DEBAT

Dès le début de la journée parlementaire, la Chambre s'amuse de voir, aux banquettes de gauche, en un concubule amical, MM. Pugsley et Rogers, l'ancien et le nouveau ministre des Travaux publics. Ils causent, tête penchée, à mi-voix, et plus d'un assistant note l'expression de finesse rusée des deux politiciens de tempeur si semblable, sur maints points. M. Laurier est encore indisposé, et, partant, il n'assiste pas aux discours. On ne croit pas qu'il vienne à la Chambre avant jeudi après-midi. M. Borden est là, qui salue, par-dessus la table des secrétaires, M. Pugsley, ému par le fait de rendre son signe de tête amical. Sur le parquet, assistance moyenne, d'abord, puis qui se fait plus nombreuse, quand M. Graham commence son discours. De part et d'autre, manifestations, applaudissements, cris qui soulignent la portée de quelque argument, rires moqueurs ou railleux, exclamations de scepticisme amusé, exagération d'enthousiasme, interruptions plus ou moins au point, dont les uns veulent être spirituelles et tombent dans l'inattention générale, et dont les autres suscitent des ripostes assez mordantes, mais perdues dans le tumulte général. Aux tribunes publiques, assistance des grands jours, nombreuse, attentive, penchée vers le parquet, tour à tour amusée ou sceptique, jamais lassée, et dont les rangs ne s'éclaircissent que vers les onze heures du soir. Chez les journalistes, les notes s'entassent, c'est la fièvre des séances importantes, où les feuillets s'amoncellent et se distribuent entre des tégraphistes affairés dans l'escalier étroit jeté entre le parquet et la tribune exigüe.

M. Reid, le ministre intérimaire des chemins de fer, ouvre la séance. Son discours n'est, pour la plus grande partie, qu'une compilation de chiffres et de statistiques, puis un résumé du rapport Gutelius-Staunton, sujet de la discussion. A son dire, ce rapport est un modèle de rédaction juste et impartiale, et il le démontre au net que le régime Laurier a fait perdre une quarantaine de millions au Canada, dans l'affaire du Transcontinental National.

M. Graham, de son côté, prononce un discours plein de feu et d'ardeur, un plaidoyer *pro domo* en même temps qu'un vif réquisitoire contre la commission d'enquête Gutelius-Staunton. Il est nerveux, éloquent, renseigné, il groupe ses faits et ses arguments avec méthode, il défend son administration, — car il est responsable de la commission du Transcontinental, de 1907 à 1911, — il attaque l'ennemi avec énergie, et emploie à démolir le rapport qui fait tant plaisir aux conservateurs, des discours d'aujourd'hui est, de l'avis de ceux qui l'ont entendu, l'un des meilleurs et des plus forts qu'il ait jamais fait. A noter que, jusqu'à l'ajournement, il a

vières sont retournés dans leur ville à 11 heures 30.

## M. DEMERS MINISTRE (?)

(De notre correspondant)

Québec, 25. — La rumeur que M. Joseph Demers, député fédéral de Saint-Jean, pourrait bien succéder à M. Devlin, comme ministre de la colonisation, a causé une surprise dans les cercles politiques ici, où l'opinion semble prévoir que le choix du nouveau ministre ne sera pas fait en dehors de la législature. On croit toutefois que la chose n'est pas impossible et que pour éviter un conflit entre les députés à la législature qui se disputent ardemment le portefeuille de la colonisation, on ira peut-être chercher encore dans la députation libérale à Ottawa le nouveau titulaire.

Le premier ministre et tous les ministres étant absents, il a été impossible de faire hier ou confirmer la nouvelle.

Les libéraux venus de Trois-Ri-

sur tout critiqué le rapport, sans expliquer longuement pourquoi le Transcontinental National, section Winnipeg-Moncton, coûte trois fois le montant que prévoyait M. Fielding en 1905, quand il estimait à 61 millions le coût total de cette entreprise. Le bureau de M. Graham est encombré de notes, de documents, de volumes de statuts, des cartes géographiques s'appuient aux fauteuils voisins, des feuillets s'éparpillent sur le pupitre de M. Laurier, voisin de celui de M. Graham. Et, tandis que celui-ci parle, il fouille dans cet amas de documents, en extrait un texte, le cite à la Chambre, le commente, souligne de la voix tel mot, telle phrase qu'il veut mettre en évidence, s'interrompt pour répondre à une question, ou pour se rafraîchir le gosier d'un verre d'eau bu lentement. Prodiges de gestes, il brandit son long poing, frappe du poing son pupitre qui gémît, tend les bras vers le ministre, comme pour le repousser, lui et le rapport Gutelius-Staunton, qu'il qualifie d'"enfant illégitime et abandonné". MM. Carvell, Guthrie, Emerson, ses voisins immédiats, lui passent des volumes, et c'est une partie de l'après-midi et toute la soirée, une mitraille de faits, de citations, de chiffres, de statistiques et de textes dirigés contre le ministre. L'ancien ministre dépense beaucoup d'énergie physique et mentale, il déroule savamment le fil conducteur d'une logique et d'une science des chemins de fer qui guident l'auditeur dans ce dédale de détails techniques et, tout le temps, il retient l'attention générale. Il prouve qu'il est de belle force.

## LE DISCOURS DE M. REID

M. Reid, le ministre intérimaire des chemins de fer, en l'absence de M. Cochrane, commence le débat en disant quelles sommes les chemins de fer de l'Etat ont dépensés pendant l'exercice financier courant, et quels progrès ils ont faits. Il parle aussi des canaux canadiens. A propos du canal Welland et de sa réfection, — entreprise commencée sans étude préalable des avantages du projet de la route Guelphienne. — M. Reid note que ces travaux de réfection font du progrès, que quatre contrats au montant total de \$20,150,000 ont été donnés à différents entrepreneurs, et que la balance de l'entreprise sera adjugée sous peu. Le coût approximatif de cette réfection sera d'une cinquantaine de millions. Chemin faisant, M. Reid ajoute que, pendant la dernière saison, il a passé 52 millions de tonnes de marchandises dans les canaux canadiens, dont 42,699,000 dans le canal du Saint-Sauveur, 3,570,000 dans le canal de Welland, et 4,302,000 dans les canaux du Saint-Laurent.

Au chapitre des chemins de fer, M. Reid dit que l'administration Laurier avait décidé, en 1911, d'augmenter le taux de transport des marchandises sur le chemin de fer Intercolonial et que les raisons qui ont induit le ministre Borden à sanctionner ce relèvement des barèmes, c'est que l'Intercolonial paie 850,000 de plus pour son charbon, et 825,000 de plus, en salaires, chaque année, qu'il ne le faisait auparavant. Il évalue à \$300,000 le surplus de ce chemin de fer, pendant 1913-1914; les recettes seront de \$12,632,000 et les dépenses, de \$12,328,000. Le nombre des voyageurs et la quantité de marchandises transportées ont augmenté considérablement, l'an dernier. Il a fallu dépenser 1 million pour nouveau matériel roulant, à même le capital. De son côté, le chemin de fer de la Baie d'Hudson, au train où vont les travaux, devra être terminé en 1916. Il y a 90 milles de rails posés, et 130 milles additionnels de remblais prêts pour la pose des rails. On compte que, au printemps, le ministère des chemins de fer pourra expédier au terminus de Port-Nelson 20,000 tonnes de différents matériaux requis pour la construction des quais, entrepôts, et le reste, et que les conditions de la navigation dans le détroit et la Baie d'Hudson vont s'améliorer, à cause de l'établissement de stations de télégraphie sans fil.

## A PROPOS DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL

M. Reid aborde ensuite la question du Transcontinental-National et du rapport Gutelius-Staunton. La section Moncton-Winnipeg, à l'heure présente, a déjà coûté 140 millions et demi; il faudra encore 20 millions et trois-quarts pour compléter ces travaux, ce qui, les intérêts de cet argent non comptés, porte à \$161,307,000 le coût total de cette entreprise. Les intérêts sur la somme dépensée, au 31 dé-

cembre 1913, comptés à 3 p.c., étaient de plus de 15 millions, et les intérêts probables sur la balance à dépenser, jusqu'au 31 décembre 1914, seront de 5 millions et quart; au 1 janvier 1915, cela portera le coût total de la section Moncton-Winnipeg à \$181,737,000. En ajoutant à ceci les intérêts à 3 1/2 p.c. sur ce montant, pendant les 7 ans que le Grand-Tronc-Pacifique exploitera ce chemin sans payer aucun intérêt au Canada, — soit \$41,776,000, — on verra que, au 1 janvier 1923, la section Winnipeg-Moncton aura coûté au Canada la somme énorme de \$223,514,000, et que, partant, le loyer de cette section à la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique, aux termes de l'entente préalable, sera de \$6,705,000 par an. En 1926, le coût total de cette section au pays sera approximativement de \$244,000,000, ce qui porterait le loyer annuel payable par le Grand-Tronc-Pacifique à \$7,327,000. Mais comme le Canada paie 3 et demi pour cent d'intérêt sur les sommes dépensées pour la construction de cette section, et que le Grand-Tronc-Pacifique ne paiera qu'un loyer équivalent à 3 pour cent par an du coût de cette section, le pays perdra de ce chef, en cinquante ans, la somme de \$45,000,000.

Il y a aussi le pont de Québec, qui coûtera, une fois terminé, 17 millions au Canada, à part les 6 millions et demi engloutis dans la catastrophe de 1907, lors de l'écroulement des premiers travaux, et dont le coût devrait entrer en ligne de compte dans le montant total dépensé pour le Transcontinental. Il y a aussi la section de Winnipeg-Prince-Rupert du Transcontinental National, dont 1,579 milles, 1,736 milles totaux sont construits et déjà exploités. Le coût de cette section était, en décembre 1913, de \$71,449,000, et il faudra encore au moins \$13,700,000 pour terminer cette partie du Grand-Tronc-Pacifique.

A ce point de son discours, M. Reid vient à parler de l'administration de l'ancienne commission et du rapport Gutelius-Staunton. M. Laurier disait, en 1903, que le pays ne déboursait pas plus que 13 millions pour les intérêts sur le coût de ce chemin, et M. Fielding portait le coût total de cette voie ferrée à 61 millions. M. Borden prédit alors que le Transcontinental National coûterait au pays bien au-delà de 100 millions, et les faits lui donnent raison. Si le pays, dit M. Reid, perd au-delà de 40 millions, dans le coulage, au cours de cette entreprise, c'est qu'il en a confié l'exécution à une commission composée d'abord de M. Wade, un avocat, de M. Reid, un fabricant de boîtes de carton, de M. Brunet, un financier, de M. Young, un commerçant en grains, et ensuite de M. Parent, qui remplaça M. Wade, et était aussi un avocat, de M. McIsaac, qui remplaça M. Brunet, et de M. Calvert, un marchand, qui remplaça M. Reid. Aucun d'eux n'avait la moindre expérience, en fait de chemins de fer; ils procédèrent à l'aveuglette... et le pays y perdit 40 millions, par la faute du régime Laurier-Parent. M. Reid, une fois lancé sur ce terrain, rappelle les grandes lignes du rapport Gutelius-Staunton, condamne la manière d'accorder les soumissions, réparties entre 11 soumissionnaires, pour la construction de 1,800 milles de voie ferrée, blâme la mauvaise classification des matériaux excavés, l'excédent de déblai, la construction de pentes trop faciles, les courbes à rayon trop grand, l'emploi de ponts métalliques, la construction dispendieuse de gares inutiles et des usines de Transcona, et la construction des 460 milles, de Lévis à Moncton, qui, d'après lui et les commissaires, est tout fait inutile. Il estime que le Transcontinental National n'eût dû être construit que du Pacifique à North-Bay, Ontario, point où il aurait alors dû se relier aux chemins de fer déjà existants. Dans ce cas, le pays aurait réalisé une économie de 100 millions. Et le ministre conclut en disant: "Je suis heureux que l'administration actuelle ait nommé une commission d'enquête sur ces faits. Elle a démontré le bon sens de ceux qui, lors de la proposition de cette grande entreprise au pays, préconisaient une grande prudence. Je suis heureux de voir que cette commission a démontré aussi l'énorme coulage qui a eu lieu. Il faut regretter ce coulage et ce coût énorme, car ce transcontinental devait être construit pour amener la réduction des frais de transport, but que ce chemin de fer n'atteindra pas, vu le montant considérable des frais de construction et des intérêts à payer sur cette somme fabuleu-

se."

La droite, à maintes reprises, applaudit le ministre, et souligne de ses manifestations approbatives les arguments auxquels il a recourus et les faits qu'il rappelle à la Chambre.

## M. GRAHAM PROTESTE

C'est M. Graham, ministre des chemins de fer de 1907 à 1911, dans le cabinet Laurier, qui se porte le premier à l'attaque du rapport Gutelius-Staunton. Dès qu'il se lève, la gauche l'applaudit à tout rompre, et l'attention redouble, aux tribunes publiques encombrées. Tout d'abord, il note l'absence de M. Cochrane, ministre des chemins de fer, la regrette, et exprime l'avis que, si ce ministre eût été présent aujourd'hui, le discours du ministre des chemins de fer eût été bien plus bref. Rires généraux, à cette allusion au mutisme de M. Cochrane. M. Graham dit, aux applaudissements redoublés de la gauche, que c'est mal de prétendre que seul un expert en chemins de fer aurait dû avoir sous sa charge la construction du Transcontinental National. "Est-ce un ingénieur qui dirige aujourd'hui le Pacifique Canadien?" demande-t-il. "Est-ce un ingénieur qui est à la tête du Grand Tronc?" Est-ce un ingénieur qui préside aux affaires du Nord Canadien? Non pas. Ce sont des hommes intelligents, capables de diriger de vastes entreprises et de s'entourer d'hommes experts, dont ils prennent l'avis, qui président aux destinées de nos grandes compagnies de chemins de fer. Ce qu'il faut, à la tête d'une grande voie ferrée, c'est un meneur d'hommes. Le président actuel d'un transcontinental canadien était surintendant de la section des abais par ce chemin de fer, il n'avait jamais construit un mille de voie ferrée, et cependant les actionnaires de cette voie l'ont élu président et son administration est excellente. Qu'est-ce à dire? Cela signifie que M. Reid emploie un argument démagogique, une argutie, quand il crie que la commission du Transcontinental National, de 1905 à 1911, n'a pas été formée d'experts en voies ferrées, et que c'est là la cause du coulage qu'il imagine avoir existé, au cours de la construction de la section Moncton-Winnipeg." Cris, vives manifestations, à gauche, rires moqueurs à droite, où des députés interpellent et interrompent vainement l'orateur.

## LA QUESTION DU COÛT TOTAL

M. Graham entre alors sur le terrain des chiffres. C'est une erreur, affirme-t-il, de prétendre que le Transcontinental National coûtera 223 millions, comme le dit M. Reid, après MM. Gutelius et Staunton. L'erreur est de 41 millions, continue-t-il, le vrai coût sera de 181 millions. Et M. Graham défie qui que ce soit de le contredire. M. Middeboer lui répond, à droite, ou du moins il se lève pour dire quelque chose, mais la gauche note ses remarques dans un tumulte grandissant. M. Graham affirme que M. Reid commet une erreur de 41 millions, et que, non plus, il ne faut pas faire entrer en ligne de compte, dans le coût total de la section Winnipeg-Moncton, le pont de Québec, construit pour l'usage de tous les chemins de fer qui auront accès à la ville de Québec. — "Alors, pourquoi M. Fielding en a-t-il parlé en 1904?" demande M. Borden, au milieu des rires et des cris approbatifs de la droite. M. Graham qualifie de bêtise monumentale les calculs de M. Reid et s'en amuse avec brio.

Il y a bien les calculs manifestement erronés de MM. Laurier et Fielding, en 1903 et en 1904, à propos du coût total de l'entreprise. M. Graham admet leur fausseté, disant: "Sans doute, l'entreprise coûte bien plus cher qu'on ne le prévoyait. Mais, dès 1908, je l'ai dit moi-même au peuple canadien, au cours des élections, je lui ai montré, chiffres à l'appui, que nos prévisions étaient incomplètes, et que le coût total de l'entreprise dépasserait les cent millions. Le peuple nous a écoutés, il a voté pour nous, il nous a donné mandat pour terminer notre oeuvre. Et nous l'avons fait avec économie." Signes approbatifs de la gauche, rires railleurs et interruptions malicieuses, à droite. M. Borden rit de tout coeur.

## L'ATTAQUE CONTRE LE RAPPORT GUTELIUS-STAUTON

Voici maintenant que M. Graham aborde le fond de la question et s'emploie à démolir le rapport Gutelius-Staunton.



# UN PLAT AU STAR.-- M. MARTIN PAUVRE ET HONNETE.-- M. STEPHENS A SAINT-JOSEPH

## IL ATTAQUE LE "STAR"

M. DUNCAN McDONALD REpond à un article que le JOURNAL DE SIR HUGH GRAHAM a publié hier. — DISCOURS DES CANDIDATS DE L'ASSOCIATION.

MM. Ainey, Emard, McDonald et Roy ont tenu deux assemblées hier soir, la première à Saint-Joseph, l'autre à la Pointe Saint-Charles.

Aux deux, M. Duncan McDonald a vertement critiqué le "Star" et les autres journaux où commande sir Hugh Graham, disant que leur conduite est dictée par la compagnie des Tramways.

M. A. N. Roy a été le premier orateur. Il fait partie de la liste de l'Association des Citoyens, mais il n'a pas pour cela les mains liées. Il est pour l'autonomie de Montréal, avec une nouvelle charte. Montréal aura bientôt une population d'un million d'âmes et un revenu plus grand que celui de toute la province. Il ne peut continuer à aller tous les ans à Québec demander aux députés du fond de la province la permission d'administrer ses propres affaires, comme il l'a fait.

Les rues, continue M. Roy, n'appartiennent à aucune compagnie, elles sont la propriété de la ville. Toutes les franchises publiques doivent être soumises au peuple. Il demande aussi la disparition des passages à niveau, au point de vue commercial comme au point de vue humanitaire.

M. Duncan McDonald parle surtout de la question des tramways, qu'il connaît mieux que quiconque. Quand Montréal, dit-il, a été menacé d'un nouveau contrat de quarante ans, il a calculé que la compagnie ferait un profit de \$400,000,000. Il a envoyé à ce sujet une lettre au conseil municipal et tous les journaux l'ont reproduite, moins le "Star", mais en revanche ce journal s'est livré hier même à une violente attaque contre lui. M. McDonald réplique son affirmation qu'il n'a aucun intérêt direct ou indirect dans la Compagnie des tramways et qu'il a abandonné la présidence de la compagnie des Autobus.

Il est bien décidé à donner justice d'abord à la ville puis à la compagnie des Tramways, mais il ne permettra jamais à celle-ci de se faire vingt millions en quelques années. De 1891 à 1914, la compagnie a fait \$23,000,000 de profits; il est temps que le peuple en ait sa part.

M. McDonald revient à l'attaque du "Star". Elle est due, dit-il, au fait que la compagnie des Autobus promet un siège pour chaque voyageur. Le "Star" s'y connaît en finance. Il sait que si la compagnie des tramways donnait un siège à chaque voyageur au lieu de l'embarquer dans ses boîtes à sardines, les dividendes ne seraient pas ce qu'il sont aujourd'hui. C'est là tout le secret de la campagne du "Star". L'échevin Emard réplique que c'est à dit depuis le commencement de sa campagne sur l'affaire des boulevards de l'Académie. Il parle aussi de boulevard Saint-Joseph, de la loi des passages, de la question du tramway.

Le dernier orateur est M. Ainey.

M. THOMAS COTE.

M. Thomas Côté, candidat au bureau de contrôle, a tenu, hier soir, une importante assemblée à la salle Granger, coin des rues Ierville et St-Catherine.

M. Côté a fait l'exposé de son programme et a déclaré qu'il n'avait aucun intérêt dans les grandes corporations privées ou d'utilité publique.

M. Côté est en faveur d'un référendum avant l'octroi de tout nouveau contrat à la compagnie des Tramways.

Ont signé le bulletin de présentation de M. Côté, MM. Alfred Ledue, Saint-Henri; G. O. Messier, Sir Rodolphe Forget, Troffle Berthiaume, Alfred Thibaut, sénateur; le Lt.-col. F. S. Moïghen, président de la Lake of the Woods Co.; Paul Galtier, N. K. Laflamme, le Lt.-col. E. W. Wilson, W. J. Carrière, Arthur Berthiaume, Alexandre Aubertin, Major W. O. H. Dods, Charles Robillard, rédacteur en chef de "La Patrie"; Louis Adhemar Rivet, D. S. Friedman, W. J. Mitchell, C. R. Le, J. J. Croissant, L. Ernest Oulmet, Cyrille Laurin, J. O. Labrecque, etc., etc.

QUARTIER LAURIER.

M. Bérubé, candidat dans Laurier, ouvre son comité, au No 2123 boulevard Saint-Laurent vis-à-vis la rue Maguire.

Ce soir, mercredi, il y aura une assemblée publique à ce comité, et M. Bérubé donnera des détails sur son programme municipal.

M. J. A. BEAUDRY.

M. J. A. Beaudry, secrétaire de l'Association des Marchands-Détailers, candidat au bureau des commissaires, a tenu deux grandes assemblées, hier soir.

Devant les électeurs du quartier Papineau, réunis à la salle de M. Maillois, candidat à l'échevinage, M. J. A. Beaudry a développé son programme.

L'orateur s'est surtout étendu sur la question du référendum et de l'autonomie pleine et entière pour Montréal.

## M. STEPHENS PARLE DE NOUS

LA LARGEUR D'ESPRIT DES CANADIENS - FRANÇAIS LE TOUCHE. — ON LUI DEMANDE UN TUNNEL. — LA QUESTION DU PAVAGE.

Le major Stephens a tenu deux assemblées, hier soir.

Dans la première assemblée, à l'école Saint-Joseph, rue Saint-Martin, un assistant a demandé au candidat à la mairie s'il était en faveur du paiement des pavages par les propriétaires.

M. Stephens a répondu: "Je ne suis pas en faveur du paiement des pavages par les propriétaires. Mais pourquoi séparer cette question d'autres aussi importantes qui s'y rapportent?"

Nous avons 400 milles de rue et 100 milles seulement sont pavés. Ce qu'il faut c'est un plan d'ensemble embrassant la question du pavage et des égouts, et des conduites d'eau."

A la réunion du Unity Hall, rue Wellington, un homme a demandé au major ce qu'il pensait du projet de construction d'un tunnel sous le canal Lachine pour obvier aux retards causés maintenant par l'ouverture du pont de la rue Wellington. Le major a répondu que c'était une question importante. Il n'est pas ingénieur, et ne peut dire, à brûle pourpoint, si la chose est faisable, mais elle mérite certainement une attention sérieuse.

M. Stephens a fait allusion à cette réunion au large accueil qu'il reçoit chez les Canadiens-français. Il parle surtout dans des quartiers canadiens-français, dans la langue de la population de ces quartiers, qu'il ne parle pas bien, et cependant il est écouté et applaudi. Cela montre, dit-il, que les Canadiens-français sont assez généreux pour appuyer un homme qui n'est pas de leur race, ni de leur religion, et c'est cette générosité et cette largeur de vue qu'il faut dans une ville comme la nôtre.

M. Stephens a répété à Saint-Joseph et à la Pointe Saint-Charles ses déclarations sur le référendum et elles ont été chaleureusement applaudies.

Dans les deux réunions, M. Stephens a prononcé des discours en anglais ou en français. Il était accompagné de M. James McShane qui reste encore une idole populaire, comme il paraît à la façon dont il est acclamé.

SAINT-DENIS.

M. Eddie Deery, candidat dans le quartier Saint-Denis, a tenu une réunion hier soir dans la salle du collège Saint-Arsène, au Parc Amherst.

Le candidat a déclaré que pour donner des preuves de sa bonne foi en promettant diverses améliorations pour le quartier Saint-Denis, s'il était élu, il suggérerait la création dans chacune des paroisses de comités de vigilance, devant lesquels il s'engagerait à comparaître tous les mois afin de rendre compte de sa conduite à l'hôtel de ville.

M. Deery critiqua vertement la conduite de l'échevin Houle et lui reprocha de ne pas constamment voter en faveur de l'expropriation du boulevard Saint-Joseph qu'il qualifiait de l'un des plus grands scandales municipaux de ces dernières années.

SAINT-JEAN-BAPTISTE.

On annonce pour jeudi soir, date de la nomination, une grande réunion publique au marché Saint-Jean-Baptiste en faveur de la candidature de M. Georges Vandelaar.

M. Martin nie que le major Stephens ait augmenté les gages des employés de la commission du port, pendant qu'il est président.

Il affirme en terminant que si on élut M. Stephens, il passerait les trois quarts de son temps à Paris. Sa femme n'aime pas Montréal et il passe tout son temps à voyager à cause de cela. Il veut embellir Montréal, c'est pour sa femme.

Parmi les mesures dont se fait gloire M. Martin est l'aménagement à la loi des élections pour que les pols ne ferment qu'à 8 h 30 ce qui permet aux ouvriers de pouvoir voter.

M. Martin veut aussi que la ville donne des marchés dans toutes les parties de la ville croyant que c'est la meilleure façon de faire fléchir le coût de la vie.

M. Martin a signé un "billet promissoire" s'engageant à demander la construction de logements ouvriers sains.

M. E. N. HEBERT A SAINT-HENRI.

M. E. N. Hébert ira porter la parole chez les électeurs de Saint-Henri ce soir. L'assemblée sera tenue dans la salle de l'ancien hôtel de ville, MM. Alban Germain, Athanase David, E. Chassé et T. Martel accompagneront M. Hébert.

L'Echevin Monahan.

L'échevin Monahan, candidat au bureau des commissaires, a reçu, hier soir, l'assurance de toutes les paroisses de langue anglaise qu'elles appuient sa candidature.

M. J. C. Walsh a fait la déclaration suivante: "Quand nous nous rencontrons ici il y a deux semaines, M. Monahan a parlé de l'importance que possède la question du tramway comme facteur dans l'élection actuelle. Dans ce temps, l'Association des Citoyens avait refusé d'engager M. Stephens à soumettre au peuple tout engagement qui pourrait être pris envers la compagnie des tramways. Aujourd'hui, M. Monahan n'avait non plus encore pris cet engagement. M. Monahan fut le premier à le faire. Il annonça son intention de consulter le peuple quatre jours avant que M. Stephens prit la même résolution. Quelques jours après, l'Association des Citoyens nomma sa liste, ses quatre candidats s'engageant au référendum."

M. Walsh ajoute: "Nous sommes bien disposés envers M. Ducar McDonald, mais quand nous voyons qu'on l'attaque, nous ne pouvons que l'attribuer à la supposition que la Compagnie des Tramways croit que M. McDonald est plutôt son adversaire que le serviteur du peuple. Nous avons de bonnes raisons de croire que

## DEUX GRANDES ASSEMBLEES PUBLIQUES CE SOIR

LA PREMIERE A LA SALLE NOTRE DAME DE GRACE

Coin des rues Botrel et Côte Saint Antoine Road, pour les quartiers Notre-Dame de Grâce, Côte des Neiges et Mont-Royal.

LA DEUXIEME A LA SALLE CHARETTE

COTE DES NEIGES

Electeurs de Montréal Allez Entendre l'Exposé du Programme de Messieurs

JOS AINEY, J.-U. EMARD, C. R., DUNCAN McDONALD, A. V. ROY, I. C.

Candidats conjoints au Bureau de Contrôle.

VOUS ETES TOUS CORDIALEMENT INVITES.

Les assemblées de jeudi soir auront lieu à la salle Laurier, coin des rues

Laurier et Saint-Laurent — à Villeray, à la salle Villeneuve.

L'HONNETE M. MARTIN

IL NE VEUT PAS, DIT-IL, ETRE ELU PAR DES TELEGRAPHES

CAR LE VOLEUR DOIT TOUJOURS RESTITUER LE BIEN MAL ACQUIS.

A une assemblée tenue dans le haut du quartier Saint-Denis, l'échevin Médéric Martin, candidat à la mairie, a mis M. G. W. Stephens au défi de se prononcer sur la question des pavages.

Cela a soulevé un enthousiasme considérable parmi les quelque deux cents électeurs qui assistaient à une réunion convoquée en faveur de la candidature de M. E. Deery.

L'assemblée était passablement avancée quand l'échevin Martin s'est présenté pour discuter la situation municipale. Il a débuté en faisant aux électeurs la recommandation de voter de la bonne façon, mais de ne voter qu'une fois, car il ne voulait pas être élu par fraude. Il faut toujours restituer ce qu'on a volé, dit-il, et il aimerait mieux rester chez lui que de devenir maire de Montréal par des moyens injustes.

L'échevin Martin a attaqué ensuite l'Association des Citoyens nommant certains de ses directeurs qui ont bénéficié des expropriations.

L'échevin Martin voulait l'abolition du bureau de contrôle, mais le conseil ayant refusé d'accorder un référendum, il a décidé de se présenter à la mairie contre tout venant.

M. Martin s'est écrié, s'adressant à son auditoire: "Je ne veux pas être élu par des télégraphes, car le voleur doit toujours restituer le bien mal acquis."

L'Echevin Houle.

Il y aura une assemblée ce soir à l'Académie Christophe-Colomb en faveur de la candidature de l'échevin Houle et d'une autre demain soir dans la paroisse Saint-Arsène. Les assemblées commenceront après l'office de la retraite.

M. D. GIROUX.

M. D. Giroux, candidat ouvrier à l'échevinage dans Saint-Denis, donnera ce soir une grande assemblée à l'Académie Saint-Paul, coin des rues Saint-Denis et Beaubien.

Il sera accompagné de plusieurs autres orateurs.

SAINT-JACQUES.

M. Gonzalve Desautels, candidat dans le quartier Saint-Jacques, a ouvert sa campagne hier soir, à l'Assistance Publique. Il réclame l'autonomie complète de Montréal, une bibliothèque centrale avec des secours, une commission d'embellissement, une nouvelle méthode d'expropriation, le référendum sur la question du tramway.

QUARTIER DE LORIMIER.

M. Armand Malo, candidat dans le quartier de Lorimier, tiendra une assemblée ce soir à son comité, 1194 avenue du Mont-Royal.

QUARTIER CENTRE.

M. J. H. Loranger, avocat, candidat dans le quartier Centre, a fait son dépôt et a pris son bulletin de présentation hier.

Ont signé son bulletin MM. A. R. Angers, J. C. Beauchamp, J. E. Martin, bâtonnier, T. C. Casgrain, J. O. Gravel, F. J. Bisailon, P. E. Leblanc, A. A. Beauchamp, J. Versailles, A. E. de Lorimier, R. G. de Lorimier, L. H. Archambault, A. Prud'homme et fils, L. Chaput, fils et Compagnie, Hudon, Hébert et Compagnie, P. P. Martin et Compagnie, etc., etc.

M. E. N. HEBERT DANS LES QUARTIERS SAINT-PAUL ET EMARD.

Continuant son énergique campagne, M. E.-N. Hébert, candidat au bureau de contrôle, a visité hier soir les quartiers Emard et Saint-Paul où il a parlé, simultanément, dans les salles des anciens hôtels de ville de ces paroisses. A Emard comme à Saint-Paul, M. Hébert a reçu un très sympathique accueil; à Emard, en particulier où il fut l'objet d'une manifestation chaleureuse.

L'assemblée de Saint-Paul était présidée par M. T.-J. Evers, et celle du quartier Emard, par M. Alexandre Aubertin, un des plus vieux citoyens de l'endroit.

M. Hébert, après avoir fait un exposé à large trait de son programme, refait le procès du bureau des commissaires élus en 1910, alors que, dit-il, la bonne foi des électeurs fut surprise.

## DEUX GRANDES ASSEMBLEES CE SOIR

En faveur de la candidature du

MAJOR GEORGE W. STEPHENS

Le candidat du peuple

L'une à Delorimier, à l'ancien HOTEL-DE-VILLE DE DELORIMIER

Coin des rues Mont-Royal et Des Erables.

L'autre à Duvernay, SALLE MONT-ROYAL, 817 rue Mont-Royal Est

Demain soir jeudi, Deux Grandes Assemblées dont l'une dans le quartier Papineau, salle St-Pierre, coin des rues Panet et Ste-Rose. L'autre dans le quartier Ste-Marie, Ecole Meilleur, 695 rue Fullum

COMITE CENTRAL du Major GEORGE W. STEPHENS

251 NOTRE-DAME OUEST aussi 248 RUE SAINT-JACQUES.

TEL. MAIN 4152

TÉLÉPHONE DE M. STEPHENS: MAIN 2534

Le temps est arrivé, maintenant que l'électorat a pu pour acquiescer l'expérience, de donner un coup de balai en règle, et je vous donne ma parole d'honneur que je suis prêt à le faire, si vous me faites l'honneur de m'écrire. On a méconnu vos mandats directs, les échevins, on vous a ri au nez et pendant ce temps on a réussi à grever la ville de \$46,000,000. Combien d'ouvriers auraient pu entreprendre avec un peu d'énergie et plus de liberté?

M. Hébert termine en se déclarant libre de toute faction, prêt à faire son devoir jusqu'au bout, pour le peuple et par le peuple, préférant rester chez lui indifféremment que d'être un esclave à l'hôtel de ville.

M. Hébert est beaucoup applaudi.

Les autres orateurs font valoir les qualités d'hommes d'affaires de M. Hébert qui, par son énergie et son intégrité, a su faire un succès de tout ce qu'il a entrepris. C'est une garantie pour l'avenir.

Ont porté la parole: MM. Alban Germain, A. David, T. Marsil et E. Chassé.

AU CONSEIL DE MAISONNEUVE

NEGOCIATIONS AVEC LA VILLE DE MONTREAL SUR DIVERS SUJETS INTERESSANT LES DEUX MUNICIPALITES.

Comme le Devoir l'annonçait, le maire Michaud, l'échevin O. Dufresne et le conseil légal J.-S. Morin ont eu vendredi dernier une longue conférence avec les commissaires de la ville de Montréal, à propos de certaines questions affectant les relations des deux municipalités.

La Ville de Montréal a acheté dans Hochelaga un parc borné par les rues Hochelaga au Sud, Nicolet, à l'Ouest, Sherbrooke, au Nord, et la limite de Maisonneuve, à l'Est. Or, cette dernière borne est la rue des maisons de la rue Bourbonnière. Les commissaires demandent à Maisonneuve d'exproprier ces maisons pour que le parc soit borné par une rue, au lieu de l'être par des hangars.

L'autre question est relative à la rue Boyce. Cette rue est la continuation en ligne droite de la rue Sherbrooke et elle descend le long du terrain en diagonale. Il s'agit d'obtenir de Maisonneuve qu'elle donne à la partie de la rue Boyce qui lui appartient une pente douce qui détruira la chute de la rue en bas du talus.

Le conseil de Maisonneuve a ratifié à l'unanimité l'arrangement conclu entre ses représentants et ceux de Montréal.

Le conseil de Maisonneuve approuve le projet de l'ouverture du boulevard Saint-Joseph jusqu'à Pie IX.

Montreal a demandé à Maisonneuve le pouvoir d'égoutter ses canaux de l'extrême Est de Rosemont dans le grand égout de la ville de Maisonneuve et placé sur la 1ère Avenue. Maisonneuve donne son consentement, sujet à l'approbation de l'ingénieur de la ville. Le conseil s'ajourne à mercredi.

### ACCIDENT MORTEL.

Un ouvrier d'origine polonaise, Pietro Malanchuk, a été mortellement blessé, hier après-midi, par l'élevateur No 1 de la Commission du Port. Il mourut avant son arrivée à l'hôpital.

### LES TUYAUX INCENDIAIRES.

Du papier, empli sur des tuyaux vapeur, a été cause de l'incendie qui dévastait vendredi dernier, l'immeuble portant le numéro 214 Saint-Jacques. Des assurances, au montant de \$250, dédommagent un peu le propriétaire.

### RECORD D'ALTITUDE.

Johannisthal, Allemagne, 25. — Linckogel, un aviateur allemand, a battu ce matin tous les records d'altitude en avion avec un passager. Il a atteint la hauteur de 18,050 pieds.

## LE RECIT DE Mme CAILLAUX

LA FEMME DE L'EX-MINISTRE  
DES FINANCES REND COMPTE  
DE L'EMPLOI DE SON TEMPS  
LE JOUR OU ELLE A TIRE SUR  
GASTON CALMETTE.

Paris, 25. — On a conduit de nouveau, hier, Mme Caillaux devant le magistrat Boucard.

Comme Mme Caillaux entrait au Palais de Justice, elle aperçut tout un groupe de photographes se disposant à la photographier.

«Laissez-les faire, dit Mme Caillaux à ses gardiens, j'espère que cela les satisfera.»

Lorsque Mme Caillaux fut devant le magistrat, celui-ci lui dit: «Donnez-nous un compte rendu de ce que vous avez fait pendant la journée de hier.»

Mme Caillaux répondit: «Un peu après huit heures du matin je reçus la visite de Fernand Monier, juge en chef du tribunal civil de la Seine. Je demandai à M. Monier si je pouvais par des moyens légaux empêcher la publication de mes lettres privées dans le Figaro.

«Le juge Monier ne put me donner aucun moyen d'arriver à ce but. A huit heures et demie il est parti de chez moi. Je répondis alors à un appel au téléphone. C'était M. Pierre de Fougères qui voulait savoir à quelle heure, moi et mon mari irions dîner à l'ambassade italienne. Je profitai de l'occasion pour demander à M. de Fougères de retenir des places à un dîner que je devais donner et auquel devaient assister l'ambassadeur américain Myron T. Herrick et sa femme.

«Je téléphonai ensuite à mon coiffeur de venir chez moi à neuf heures. Après m'être fait coiffer, j'allai chez mon dentiste. Ensuite je me rendis au ministère des Finances et je rapportai à mon mari ce que le juge Monier m'avait dit.

«Mon mari était furieux.

«Il m'écriait: "Il ne me reste donc plus qu'à aller lui casser le cou."

«Je ne me doutais pas, en ce moment, que mon mari avait l'intention de se livrer à une telle violence. Nous avons dîné ensemble chez nous. Notre repas fut triste. Notre ménage qui devait nous quitter le soir avait négligé son travail. Je ne suis rien prendre.

«Nous fîmes quelques remarques sur le peu de valeur de notre déjeuner.

«Cependant, tout en causant, je m'inquiétais de la nervosité de mon mari. Je ne pouvais trouver aucun moyen pour empêcher la publication de mes deux lettres que je croyais en la possession de M. Calmette.

«Les paroles de mon mari me causaient une vive inquiétude, et je résolus de trouver un moyen pour mettre fin aux accusations du directeur du Figaro.

«J'étais si nerveuse et si irritée que je téléphonai que je n'irais pas, ce soir, à l'ambassade italienne, pour cause de maladie.

«Je fus alors de plus en plus obsédée par le désir d'aller voir M. Calmette lui-même. J'avais une crainte terrible, que mon mari, qui est excellent tireur, ne fit feu sur M. Calmette. Dans son délire, je me représentais déjà mon mari au banc des prisonniers et je réalisais déjà la terrible portée d'une telle catastrophe. Ce qui augmentait encore mon angoisse c'est que moi, je serais la cause involontaire d'une telle tragédie.

«Mme Caillaux raconte ses allées et venues de l'après-midi. Elle déclara être allée chez un fabricant d'armes à feu, pour y acheter un pistolet.

«M. Boucard lui demanda à ce moment, si déjà elle avait résolu d'employer la violence contre M. Calmette.

«Pas tout à fait, répondit Mme Caillaux, l'idée venait seulement de surgir dans mon esprit.

«Mme Caillaux déclara avoir acheté un pistolet; elle avait prétendu que c'était dans le but de protéger son mari qu'elle accompagnerait pendant la campagne électorale.

«Après avoir acheté cette arme, Mme Caillaux se rendit chez elle, puis, un peu plus tard se rendit au bureau du Figaro.

«Avant de partir pour les bureaux du Figaro, Mme Caillaux avait laissé à son mari le billet suivant: «La France a besoin de vous. Je ne veux pas que vous vous sacrifiez.»

«Mme Caillaux déclare qu'elle fut très bien reçue par le directeur du Figaro.

«Vous savez, sans doute, le but de ma visite», dit-elle à M. Calmette.

«Non, reprit ce dernier.

«Prenez un siège. Il fit alors de la lumière.

«Rendue folle par la présence de cet homme qui avait attaqué mon mari, je saisis mon pistolet, et, visant à terre, je fis feu.

«Sans doute, dit M. Boucard, deux balles se sont logées dans le bas du pouce. Mais comment expliquez-vous que M. Calmette ait reçu une balle dans la poitrine?»

«Je ne sais, je continuai de faire feu sans faire attention.

«Devons-nous supposer que l'arme suivit M. Calmette, alors que ce dernier cherchait à s'échapper?»

Mme Caillaux ne répondit rien.

LA CARTE ELECTORALE

LE TRAVAIL DE REMANIEMENT DE LA PROVINCE DE QUEBEC AVANCE PEU.

(De notre correspondant)

Ottawa, 25. — Voilà près de deux semaines que les négociations entre MM. Pelletier et Bélard, au sujet du remaniement des comtés de la province de Québec sont immobilisées et que ces deux représentants n'ont pas eu d'entrevue.

«C'est, en effet, M. Pelletier pris de différents côtés, n'a pas encore pu trouver le temps de reprendre les pourparlers. Les représentants des autres provinces se sont rencontrés plusieurs fois depuis deux semaines, et leur travail avance, mais celui de Québec en est toujours au même point, et l'on ne fait que les négociations vont recommencer.

On dit, en certains quartiers que M. Pelletier est assez embarrassé de la situation, à propos des comtés de Brome, Missisquoi et Châteauguay, et que c'est cette cause qui retarde le travail. Il se pourrait que ce retard se prolongeât, d'autant que les ministériels en bénéficieraient plus que les oppositionnistes.

CHEZ LES PEINTRES.

Les peintres de l'union 349 ont eu, au commencement de la semaine, une belle assemblée à leur salle, au Temple du Travail. 150 nouveaux membres sont entrés dans la prospère union.

## L'ENQUETE LOCKWELL

ELLE PROMET DES REVELATIONS  
SENSATIONNELLES, QUI S'AN-  
NONCENT DEJA PAR LES PRE-  
MIERS TEMOIGNAGES EN-  
TENDUS DEVANT LE JUGE DERY.

(De notre correspondant)

Québec, 25. — L'enquête ordonnée à la dernière séance du Conseil Municipal, sur les accusations portées contre l'échevin Lockwell par l'échevin L. A. Cannon, leader du Conseil, a été commencée, hier après-midi, par le recorder Dery, en présence d'une foule nombreuse en quête de révélation sensationnelles, et qui ne s'est pas entièrement déçue.

M. G. J. Lockwell était représenté par MM. Antonin Galipeault et Aimé Dion, et l'un des deux anciens officiers de la Cie Electric Dorchester qui ont donné les affidavits, et le premier témoin, a fourni matière à plusieurs incidents dont le principal amena des révélations qui n'ont pas manqué d'impressionner la foule présente à l'enquête. L'échevin Cannon refusa de dire les circonstances qui l'ont mis en possession de ces affidavits après avoir déclaré qu'ils n'avaient pas été donnés à lui-même et qu'il n'avait eu aucune connaissance de leur préparation.

M. Galipeault insista, dans le but d'établir le mérite de ces documents, pour savoir du témoin à qui ces affidavits ont été donnés et qui les a eus en sa possession depuis 1912, époque où ils ont été donnés, jusqu'en 13 mars 1914, mais M. Cannon refusa de répondre en déclarant qu'il ne voyait pas la nécessité de sortir des limites de l'enquête et de mettre en cause d'autres personnes.

L'objection ayant été maintenue par le commissaire enquêteur, les procureurs de M. Lockwell excitèrent de la décision en déclarant que la question a été posée au témoin parce qu'ils ont l'intention de prouver que ces affidavits ont été arrachés à la violence, plutôt qu'ils n'ont été obtenus librement, que dans ce temps-là, ils ont été remis non à M. Cannon, mais au maire Drouin, avec entente que jamais ils ne seraient livrés au public, mais devraient servir simplement pour être exhibés, dans les bureaux du maire, à l'échevin Lockwell au cas où celui-ci tenterait de ne pas servir les intérêts de la Cie Electric Dorchester, et que cette question se rattache à la preuve, parce qu'il entendait prouver que M. Cannon les a obtenus du maire Drouin.

L'échevin Cannon continua son témoignage qui n'offre rien de nouveau et avant de clore l'interrogatoire du témoin, M. Galipeault revint à la charge pour obtenir de poser au témoin des questions de nature à établir le mérite des affidavits et dans quelles circonstances, ils ont été obtenus. Le recorder Dery déclara alors de prendre la requête en délibéré jusqu'à demain.

M. J. de S. Bossé fut entendu ensuite et certifica l'affidavit qu'il a signé en ajoutant que les faits contenus dans cette déclaration sont vrais et qu'il les maintient. A cette époque, M. Bossé déclara qu'il était directeur de la Cie Electric Dorchester et qu'il a donné cet affidavit à la demande de M. Joachim Fortin, le gérant de la compagnie, croyant dans son fort intérieur, que cet affidavit devait servir à empêcher M. Lockwell de faire des misères à la Cie Dorchester. M. Fortin ne lui a pas dit à qui il le donnerait, mais il ne serait pas surpris si le maire Drouin l'avait eu. Il croit que plusieurs autres auraient aimé à l'avoir, mais il voulait le remettre à un adversaire de M. Lockwell et ami de la Cie Dorchester. Le témoin ajouta qu'il n'aurait probablement pas donné cet affidavit si M. Lockwell avait été un ami de la Cie Electric Dorchester.

L'enquête a été ajournée alors à cet après-midi à deux heures et trente. Tout porte à croire qu'elle réserve encore des révélations intéressantes.

L'UTILITE DES  
HYDROPLANES

UN DETECTIVE SE LANCE DANS  
LES AIRS A LA POURSUITE  
D'UN PAQUEBOT ET REUSSIT  
A ARRETER UN VOLEUR.

New-York, 25. — L'Aero Club de Miami, Floride, vient d'apprendre une nouvelle intéressante. Un détective, dit-on, monté sur l'hydroplane de Harold McCormick, a réussi à pincer un voleur qui s'était réfugié sur un paquebot en route pour Nassau. S'il faut en croire une dépêche, une femme de New-York avait pris ses appartements à l'hôtel Royal Palm. Dimanche matin, elle s'aperçut qu'une broche ornée de diamants lui manquait. Au même moment, un paquebot démarrait, en route pour Nassau. Le détective Schad ayant été prévenu jugea que la broche avait été volée et que le voleur était un nègre qui avait dernièrement quitté l'hôtel.

Le policier soupçonna que le nègre était sur le paquebot. Il s'informa par télégraphie sans fil et apprit que le nègre Juan Guilford était à bord. Aussitôt, il demanda à M. McCormick s'il ne consentait pas à le piloter jusqu'au paquebot. Ce qui fut fait. Et le détective mit le grappin sur le nègre qui ramena à Miami. L'hydroplane avait parcouru une distance de 21 milles.

HORRIBLE ACCIDENT

UN ENFANT RECOIT DES BRU-  
LURES MORTELLES A LA SU-  
ITE DE L'EXPLOSION D'UNE  
LAMPE.

Un bambin de trois ans, Thomas Hadad, enfant de Joseph Hadad, 122 Cadieux, est mourant chez ses parents, de brûlures reçues lors de l'explosion d'une lampe, à 10 heures du soir.

L'accident s'est produit dans la cuisine du logis. Une dame Clara Harmon, pensionnaire chez la famille Hadad, a laissé tomber sur le plancher une lampe qui, en se brisant, répandit du pétrole enflammé sur les habits du jeune Thomas. En une seconde l'enfant était entouré de feu. On put éteindre les flammes avec des couvertures et des seaux d'eau. Les pompiers appelés purent être utiles seulement à la petite victime qui fut transportée à toute vitesse à l'hôpital par le chef-adjoint Arthur Mann. Les parents ramènent leur fils à la maison après qu'il eut été pansé.

TRAIN SPECIAL

Un train spécial, composé de wagons modèles et de wagons lits Touristes, de wagons buffets et de première classe, quittera la gare Windsor, à midi, vendredi le 27 mars, pour se rendre à l'hôpital par le chef-adjoint Arthur Mann. Les parents ramènent leur fils à la maison après qu'il eut été pansé.

## LA FIN DE L'ENQUETE

MM. LORDLY, JANIN ET BUTLER  
SONT LES DERNIERS TEMOINS  
QU'ON A QUESTIONNES RE-  
LATIVEMENT A L'ACCIDENT  
DE L'AUQUELUC.

L'enquête sur l'accident de l'auqueluc est terminée. Les derniers témoins ont été le colonel Lordly, ingénieur en chef du canal de Lachine, et M. Georges Janin, ingénieur en chef de la Ville.

Le colonel Lordly a déclaré que le creusement du canal de l'auqueluc avait été conduit, mais l'accident ne serait pas arrivé si le creusement avait été fait avec précaution.

Il a vu construire le conduit et l'a toujours cru capable de supporter les forces de pression interne et externe auxquelles il était destiné. Il a lu les devis de l'entrepreneur du creusement et en particulier les clauses qui avertissent l'entrepreneur de la proximité du conduit en certains endroits et il fait remarquer à ce sujet qu'on a fait dans le canal de Lachine des travaux bien plus difficiles et il n'y a eu aucun accident. Le témoin déclare aussi qu'il n'aurait pas approuvé qu'on fasse travailler l'excavateur au-dessus du conduit. La raison d'économie était plus apparente que réelle. Il aurait eu peur que l'excavateur n'ébranlât le conduit.

A M. Shaughnessy, le colonel Lordly répond qu'il ne veut pas critiquer l'entrepreneur, mais que sa propre expérience lui montre que, si l'on creuse devant un mur pesant, il s'éroule et qu'il s'écroule le conduit équivalait à un mur.

Quant à sa déclaration que le conduit a été miné par les travaux de creusement, le témoin dit qu'il l'appuie sur le rapport même de MM. Jamieson, Lea et Heckel. Il est d'avis qu'on aurait dû étayer le talus et ne pas faire le creusement par courtes sections.

M. Janin succède à M. Lordly. Quand il a fait les plans du conduit, il n'a prévu l'armature de béton, son opinion était que le béton à lui seul était assez résistant. Le métal de l'armature est excellent et il a un avantage sur celui que demandaient les devis : celui de ne pas rouiller.

M. Janin ne se rappelle pas avoir donné des instructions à M. Eugène O'Sullivan par l'intermédiaire du secrétaire du service des eaux, il a dû le faire directement. Après avoir parlé de sa visite à l'auqueluc le 21 décembre, il dit qu'avant cette date il ne savait pas que l'entrepreneur creusait dans la terre pendant l'hiver, car il était convenu, d'après ce que lui avait dit M. T. W. Leaugue, que pendant la saison froide on ne travaillait que dans le roc. S'il avait su avant cela qu'on creusait dans la terre, il ne l'aurait pas permis sans qu'on prenne des précautions.

M. Janin déclare que pour lui l'accident est dû à ce qu'on a creusé trop près du conduit. Cela a rompu l'équilibre des pressions extérieures. Les vibrations venant du haut du remblai ont fait le reste.

M. J. Butler, ingénieur, autrefois à l'emploi du ministère des chemins de fer et canaux, déclare qu'on aurait pu creuser en toute sûreté, à condition de construire des murs de soutènement par courtes sections et mesure que le travail avançait et surtout aux endroits où le conduit était trop rapproché du canal.

L'enquête est virtuellement terminée. Il ne reste plus en effet qu'à entendre M. John Kennedy, l'ancien ingénieur en chef du port, qui a approuvé les plans du conduit, avec M. Ernest Maréchal. M. Kennedy ne sort plus et on est allé le questionner chez lui, dans la soirée.

DANS LE  
Monde Ouvrier

LE CHOMAGE.

Les nombreux ouvriers métallurgistes, paraissent inquiets de la situation ouvrière, dans leur industrie, à Montréal. Ils avaient espéré, qu'avec le printemps surgirait une activité nouvelle, mais tel n'est pas le cas et le chômage de ces ouvriers semble vouloir se prolonger encore longtemps.

UNE AFFILIATION PUISSANTE.

A partir du 1er de mai tous les métiers en construction de Montréal seront affiliés à une puissante confédération ouvrière. Il en résultera des grèves plus sérieuses en cas de malentendu entre patrons et employés et seuls, les ouvriers unionisés auront de l'emploi dans les chantiers de construction.

DIFFEREND REGLE.

Les 400 manoeuvres employés aux travaux du canal de Lachine sont maintenant payés d'après une échelle de salaires raisonnable, telle qu'exigée par les unions ouvrières. Les chefs du Conseil des Métiers en construction ont eux-mêmes réglé ce différend en allant rencontrer les entrepreneurs.

NOMINATION D'OFFICIERS.

L'union des tailleurs de pierre procédera à la nomination des officiers, ce soir, à la salle Saint-Onge.

LE CONCERT YSAÏE-GERARDY-ALDA

M. Gauvin, l'imprésario du concert Ysaïe-Gérard-Alda, nous annonce que ce grand événement artistique aurait lieu à l'Arena le mardi 30, 21 avril, au lieu du lundi, 20. Son Altesse Royale le duc de Connaught a manifesté le désir d'assister à ce concert, et c'est ce qui a motivé le changement de date, le gouverneur général n'étant pas libre le lundi, 20 avril.

TRAIN SPECIAL

Un train spécial, composé de wagons modèles et de wagons lits Touristes, de wagons buffets et de première classe, quittera la gare Windsor, à midi, vendredi le 27 mars, pour se rendre à l'hôpital par le chef-adjoint Arthur Mann. Les parents ramènent leur fils à la maison après qu'il eut été pansé.

## Pourquoi

Je viens devant vous...

C'est que j'ai travaillé pour vous

Echevin NAP. TURCOT

Le Quartier Laurier est aujourd'hui un des principaux quartiers de Montréal, et je n'ai rien épargné pour le bénéfice de tous les citoyens. Lisez nos brochures, nos circulaires, etc., et vous constaterez le travail accompli.

Aux Electeurs du Quartier Laurier

Vous êtes cordialement invités à assister à deux grandes assemblées qui auront lieu mercredi soir le 25 mars 1914 à 8 heures précises dans la salle municipale, coin Boulevard Saint-Laurent et Avenue Laurier, et le jeudi soir, le 26 mars 1914, à 8 heures précises dans la salle du collège coin Saint-Zotique et Saint-Dominique, dans la Partie Nord.

Ces assemblées ont pour but d'offrir de nouveau la candidature à l'échevin Turcot pour un nouveau terme. Adresseront la parole, le candidat et les orateurs suivants: Alf. Duranleau, avocat; Art. Ercément, ex-M.P.; Geo. Mayrand, échevin-député; Napoléon Séguin, échevin-député; Maurice Lorange, N.P.; Léon Garneau, avocat; Geo. Vandell, échevin; Elphidius Durocher, ouvrier; J. P. Jackson, contre-maitre; Maurice Blais, ouvrier; Gordien Ménard, échevin; Aimé Leblanc, avocat; M. Drolet, ouvrier; William Brown, contre-maitre; M. Galder, avocat; Armand Gascon, contre-maitre, Ecr.

COMMISSION SCOLAIRE

LE RAPPORT DU JUGE MERCIER

Après avoir entendu l'opinion de l'aviseur légal de la Commission, M. Lamothe, les commissaires décident de se réunir en séance spéciale pour prendre connaissance de ce document.

La Commission des Ecoles Catholiques au cours de sa séance d'hier soir, s'est de nouveau occupée de la question de l'achat d'un terrain qu'elle a fait en 1912 à la Longue-Pointe, dans le but d'y construire une école.

A la suite de cet achat, des accusations de péculat furent portées contre certains commissaires par un journal de cette ville. La presse s'en occupa aussitôt et fit une assez violente campagne, qui se termina par la nomination du juge Mercier comme commissaire enquêteur par le Surintendant de l'Instruction Publique.

Le juge Mercier conduisit son enquête et fit son rapport au Surintendant, qui, le 11 mars dernier, le fit saisir par un secrétaire de la Commission Scolaire, M. Ulric Lafontaine, chargé d'en donner communication à cette dernière.

On était décidé à en prendre officiellement connaissance hier soir, lorsqu'en en a été empêché par une requête faite tout récemment en cour de Pratique, par M. Julien Therrien, propriétaire des terrains vendus à la Commission des Ecoles, à l'effet d'obtenir un bref de prohibition récusant les pouvoirs du commissaire enquêteur, partant attaquant ceux du Surintendant de l'Instruction Publique, alléguant que ce dernier n'avait pas le droit de tirer des conclusions de la preuve entendue et défendant par conséquent la lecture de cet important document, dont les conclusions auraient, paraît-il, de graves conséquences pour quelques-unes des personnes qui ont pris part à l'achat du terrain de la Longue-Pointe.

La requête upe fois lue, Me Gustave Lamothe donne connaissance de la lettre qu'il a adressée à ce sujet aux commissaires et où il dit qu'il a la requête de M. Therrien; que c'est une requête préliminaire et que ces sortes de requêtes sont généralement accordées, lorsque les allégations mêmes de la requête ne démontrent pas que la procédure demandée est absolument oiseuse et illégale; que la requête est tardive cependant et qu'elle peut nuire à la cause, mais qu'il ne croit pas qu'il y ait lieu, pour sa commission de s'opposer à l'émission de ce bref parce qu'elle n'a aucun intérêt de ce faire.

«Si le bref de prohibition est émis, continue Me Lamothe, il sera signifié à votre commission. Il faudra alors prendre position devant la Cour.»

Puis il avisa cette dernière qu'il s'était engagé à ce que rien ne serait fait pour rendre public le rapport du juge avant que la Cour ne se soit prononcée sur la requête qu'elle a devant elle.

Comme les commissaires ne se sont pas opposés à l'enquête du juge Mercier, le juge Lafontaine est d'avis que l'on ne devrait pas retarder la lecture du rapport en question; car il y a de l'honneur de tous les commissaires.

Il me semble, ajoute-t-il, que ces procédures pour empêcher la lecture de ce rapport ressembleront fort à un truc électoral.

Il manifesta son désir que l'on demande au procureur de la commission son opinion au sujet de la division du rapport.

«C'est M. Therrien, fait-il remarquer, qui demande l'émission d'un bref. Or, M. Therrien n'a rien à faire avec la commission. Alors on pourrait faire lire le rapport en omettant tout ce qui intéresse les commissaires.»

«Je serai mis demain, déclare M. L. A. Lafontaine, en nomination pour l'élection à une charge publique. Eh bien! Je ne crains rien de la lecture du rapport en question.»

Il briguera donc les suffrages fort de son intégrité.

«Les conclusions de ce rapport, ajoute-t-il, sont connues, du reste; un journal, que je ne suis pas autorisé à lire les a déjà publiées.»

UNE SEANCE SPECIALE

Il est alors décidé que la commission se réunisse lundi prochain pour prendre connaissance du rapport du juge Mercier.

Puis on se propose de s'adresser à la législature, à la prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'imposer une taxe aux propriétaires de Ville Emard pour combler le déficit de ce quartier lors de l'annexion de sa commission scolaire.

L'ECOLE MATERNELLE.

Le contrat pour la construction de l'Ecole Maternelle Sainte-Anne est ensuite accordé à D. G. Loomis and Sons, au prix de \$85,000.

M. J. McLaughlin donne à la fin de la séance un avis de motion à l'effet de demander au Surintendant de l'Instruction Publique la nomination d'une commission royale pour enquêter sur les affaires scolaires de Ville Emard.

Ajournement.

UNE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES.

Plusieurs membres du personnel enseignant de la Commission Scolaire se sont présentés hier devant les commissaires au nom de leur collègue du professorat et ont demandé une augmentation générale des salaires pour cette année.

Ils alléguent la cherté de la vie, l'augmentation des loyers et déclarent que l'augmentation de \$50.00 n'est plus suffisante.

La pétition a été présentée par le Professeur Gobeil, de l'Ecole Sarsfield.

Ont aussi adressé la parole les Professeurs Charbonneau, de l'Ecole Montcalm et W. J. Brennan, de l'Ecole Oiler.

Après une courte discussion, la requête a été renvoyée pour étude au comité des écoles.

## L'ECH. P. MONAHAN COMME CONTROLEUR

A une assemblée des délégués de toutes les paroisses catholiques de langue anglaise, tenue, hier soir, au comité de l'échevin Monahan, on a adopté à l'unanimité une résolution comportant l'appui formel de la candidature de l'échevin Monahan au bureau de Contrôle.

Au cours de la discussion, M. J. C. Walsh, parlant de la question des Tramways, s'est exprimé comme suit:

«Quand nous nous sommes rencontrés ici, il y a deux semaines, M. Monahan, dans son discours, a signalé l'importance de la franchise des Tramways comme facteur dans cette élection. A cette époque l'Association des Citoyens avait refusé d'engager M. Stephens à soumettre au peuple tout projet d'entente avec la Compagnie des Tramways. Aucun candidat au Bureau de Contrôle ne s'était alors prononcé dans ce sens. M. Monahan a fait de cette question le premier article de son programme, et il a été le premier à agir ainsi. Il s'engage à consulter le peuple, et il avait annoncé la chose dans tous les journaux quatre jours avant que M. Stephens se fût prononcé dans le même sens. Quelques jours plus tard l'Association des Citoyens choisissait ses candidats, tout prenant le même engagement de consulter le peuple. A M. Monahan revient le mérite de ce beau résultat. Comme question de tactique, cependant, on se demande encore si le comité a fait un choix judicieux. Je crois que tous ici nous sommes personnellement bien disposés envers M. McDonald. Pour ma part je le suis. Mais une attaque spéciale faite contre M. McDonald porte à supposer que la compagnie des Tramways, à tort ou à raison, voit dans M. McDonald un rival, un adversaire, plutôt que le serviteur impartial du public. Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la valeur de cette opinion; nous n'en sommes pas les auteurs. Ce que nous avons raison de croire, c'est que la nomination de M. McDonald a eu pour conséquence directe la mise en nomination de M. St-Georges, et ce que tous ceux qui connaissent la ville peuvent prévoir c'est que, M. St-George étant candidat, beaucoup de ceux qui appuient le reste du "ticket" vont voter pour M. St-George et non pour M. McDonald, bien que l'on compte sur la popularité de M. McDonald auprès d'autres sections de l'électorat pour assurer le succès du reste du "ticket". Cet état de choses n'a probablement pas été prévu, si on ne le voit pas maintenant, c'est parce qu'on ne veut pas le voir.

En face de tout cela, M. Monahan a conservé l'attitude qu'il a prise dès le début; ni pour, ni contre la compagnie des Tramways; sollicité par personne d'agir dans un sens ou dans l'autre; il reste l'homme du peuple, désireux seulement de servir les intérêts du peuple, comptant sur l'appui populaire et rien de plus. Il me semble qu'avec son excellent dossier de quatre années au Conseil, M. Monahan se trouve dans une meilleure position que tout autre des candidats de langue anglaise, et cela nous permet de formuler le désir qu'il ait été laissé seul dans la lutte, ou que la situation puisse encore se dessiner dans ce sens. Tout homme qui envisage la position telle qu'elle est ne peut faire qu'en venir à la conclusion que telle solution serait dans le meilleur intérêt général.

Quartier Saint-Jacques

GRANDE ASSEMBLEE JEUDI SOIR

en faveur de

M. Arthur Fortin

CANDIDAT A L'ECHIVINAT

dans la

Salle de l'Assistance Publique

COIN DES RUES BERRI ET LAGAUCHETIERE

IL Y AURA DES PLACES RESERVEES POUR LES DAMES.

ERNEST W. SAYER

Elu Echevin dans Saint-Laurent

ASSURERAIT

Une administration sur une base commerciale et l'embellissement de Montréal.

RENSEIGNEMENTS AU

COMITE CENTRAL, 271 rue Bleury, Téléphone Main 748.

Les amis de M. Sayer qui désirent fournir des autos et des voitures le jour de l'élection sont priés de se mettre en communication avec le comité.

AVIS

Pour la commodité des citoyens de Montréal, nous avons fait installer, au Comité Général de l'Association, 16 rue Notre-Dame Ouest, trois (3) téléphones.

Pour demander des renseignements relatifs aux prochaines élections, téléphonez aux numéros suivants:

Main 4643 --- Main 5431

Pour renseignements de toute autre nature, téléphonez au numéro suivant:

MAIN 4084

Association des Citoyens de Montréal

## COMMERCE ET FINANCE

## LE BRAZILIAN ET L'IRON MONTENT

Le marché est encore paisible. — L'emprunt belge à Londres. — Le syndicat Robert à Halifax. — L'immeuble. — Nouvelles diverses

A la Bourse de Montréal, le marché est encore très lent, ce matin, quoique les cours semblent vouloir s'orienter vers la hausse.

Le Brazilian qui continue sa marche ascendante se tient en tête de la liste pour le nombre des ventes. Cette valeur a ouvert, ce matin, à 80 1/2, et a monté graduellement jusqu'à 81 1/2. Ce progrès encourageant doit faire sourire d'aise les intéressés.

L'iron gagne aussi du terrain. De 31 1/2, que cette valeur marquait hier, à l'ouverture, elle est montée à 32 1/2, et continuait de monter à 32 1/2 puis à 32 3/4 dans le cours de l'après-midi.

Par contre, le Richelieu et Ontario a perdu un demi point en tombant à 102 1/2. Le Power reste stationnaire à 22 1/2.

Le C. P. R. ouvre à 208 1/2, s'alourdit un peu et remonte à 209 1/2. A Wall Street, le blé d'Inde continue de décliner rapidement à la suite de l'assemblée annuelle des compagnies de productions qui a eu lieu hier.

Les valeurs privilégiées ont baissé de quatre à six points, ce qui constitue une perte de dix points depuis la clôture, la semaine dernière. Les actions ordinaires ont rétrogradé de deux points à 7 1/2. Le Bethlehem Steel a baissé d'un point.

Les autres changements sont insignifiants et marquent une légère augmentation.

A Londres l'argent et le taux de l'escompte était faciles aujourd'hui. Le commerce des échanges s'est un peu ralenti à cause des développements de la politique.

Les valeurs des compagnies de rails locales et américaines ont baissé, mais les émissions brésiliennes et les obligations russes et minières ont été fermes à la suite des nouvelles de Paris.

Les valeurs américaines étaient fermes et sans changements. La fermeté était facile.

L'emprunt belge de \$6,000,000 à 3 pour cent qui a été offert à 80, a été souscrit au delà.

A Paris, la Bourse s'est ouverte avec des prix fermes et s'est fermée de même. L'échange sur Londres a été de 25 francs 20 1/2 centimes pour les chèques; le taux privé de l'escompte de 2 1/2 pour cent.

A Berlin les prix étaient faibles et plus bas, aujourd'hui.

L'échange sur Londres est de 20 marcs et 44 pour les chèques; le taux privé de l'escompte de 3 1/2 pour cent.

## L'IMMEUBLE

Parmi les soixante-quatre transactions immobilières enregistrées hier, les plus importantes sont les suivantes. Une propriété dans la Côte des Neiges achetée pour \$29,156.75 et revendue pour \$74,974.50. Le terrain a été vendu comme lot numéro 1120 à 120, 125 à 150 Côte-des-Neiges; chacun des lots mesure 25 par 111 pieds, donnant une superficie de 89,305 pieds carrés. Le premier achat a été fait par M. Séraphin Pellerin, comptable de M. Alfred Girard, et plusieurs autres, et la vente a été conclue entre M. Pellerin et M. G. Marquette.

Une autre vente qui offre aussi quelque intérêt est celle de M. Claude Beauchamp à Cléophas Cignard, d'une étendue de terrain de 86 lots vacants étant les numéros 48-775 à 782, 784 à 818, 820 à 834, 856 à 863 à la Paroisse de Saint-Dominique-Tremblay, pour le prix de \$18,500.

Le protonotaire de la Cour Supérieure a vendu à la succession Victor Benudry la partie nord-est du lot 66 du quartier Saint-Louis, avec bâtisses situées rue Saint-Dominique, pour \$22,250.

Joseph Blanchet à Victor R. Huard, Re lot 1244 quartier Sainte-Marie, avec bâtisses portant Nos 665 à 671 rue Delorainier et mesurant 40 par 100 pieds, pour le prix de \$33,400.

Jos. Ludger Clément à Mme Jos. E. Garneau le lot 1203-249 et 250 quartier Saint-Jacques, mesurant chacun 21 1/2 par 100 pieds, pour \$11,562.66.

Hon. William W. Owens à T. Dubreuil, 5 lots étant Nos 189-151, 152, 254, 165 et 166 dans le quartier Notre-Dame de Grâce, ayant front rue Gray et mesurant en superficie 3876 pieds carrés, exception faite pour le lot No 254 qui a une superficie de 3,591 pieds carrés, pour \$306.

Aldred Lefebvre à Arthur Frenette, les lots 489-243 et 244 Saint-Aurèle, avec bâtisses portant les Nos 2569 à 2571 rue Labelle, contenant chacun 25 par 97 pieds, pour \$16,850.

Mme Robert A. Dickson à Mme George Arthur Savage, le lot No 375, 38, paroisse de Montréal, Westmount, avec habitation Ave Elm, ayant une superficie de 3,094 pieds carrés, pour \$16,000.

J. B. Gosselin à Robert J. McCauley, parties des lots 219-17 et 18, paroisse de Montréal, avec bâtisses Ave Western, mesurant 29 par 101 pieds, pour \$11,600.

Mme H. Bark à Philippe Sauvageau, les lots 15-375 et 376 quartier Saint-Jean-Baptiste, avec bâtisses rue Rivard, mesurant 41 par 70 pieds, pour \$12,010.

Mme Olivier Descarie, sr., à Mme Olivier Descarie, jr., la partie sud-ouest du lot de terre 468-4, Paroisse de Montréal, mesurant 41 par 190 pieds, avec bâtisses, 454, chemin LaSalle, pour \$12,000.

J. D. C. Martineau à L. P. Fournier, les lots 32-168 et 169, Paroisse de Montréal, avec bâtisses No 308 Ave Québec, Outremont, pour \$15,700.

## LES CHEMINS DE FER D'ALBERTA

Edmonton, Alta., 25 — Au cours de l'année 1913, 1,865 milles de chemins de fer ont été construits en Alberta. Prenant pour base qu'un mille de chemin de fer nouveau ouvre 20 milles carrés de territoire (10 milles chaque côté de la voie), il s'ensuit que 23,720,000 acres ont été affectés par les 1,865 milles de chemin de fer; c'est la valeur de l'acre est de \$2.00, l'Alberta se trouve plus riche de \$45,000,000.

Les chemins de fer se répartissent comme suit :

Canadien Nord, 250 milles.

Canadien Pacifique, 158.

E. D. et B. C. Ry., 106.

Grand Tronc Pacifique, 69.

## LE SYNDICAT ROBERT DANS LES PROVINCES MARITIMES

Demande est faite à la Législature pour l'incorporation de la Halifax Electric et de la Halifax L. & P.

Halifax, 25. — Un projet de loi a été présenté hier à la Législature dans le but d'incorporer la Nova Scotia Tramways and Power Company, Limited. Les noms des directeurs sont à peu près les mêmes que ceux qui font partie du bureau de direction de la Halifax Electric Tramway Company avec l'addition de M. Edgar N. Rhodes, M.P. Les privilèges habituels dans le cas de ces compagnies figurent dans la demande d'incorporation. Dans le bill on pourvoit à un capital de \$5,000,000 avec privilège de le porter à \$10,000,000 et l'autorisation de faire une émission de coupons pour la somme de \$9,000,000. Le bureau de direction de la compagnie comprendra pas plus de quinze membres et pas moins de trois.

La section 22 du bill autorise la

compagnie à acheter la Halifax Electric Tramways Company et la corporation reçoit les pouvoirs de vendre pour \$170 chacune des parts actuellement en cours de la compagnie des tramways. La Nova Scotia Light and Power Company s'engage à transporter à la Halifax Electric Tramway Company tous les droits qu'elle possède sur certains terrains et emplacements à Gasperaux, dans le comté de King, et à Sheet Harbour dans le comté de Halifax, récemment acquis du sénateur N. Curry et de M. Edgar N. Rhodes, M.P.

La Halifax Electric Tramway Company est contrôlée par la majorité des directeurs du Montreal Tramways, M. E. A. Roberts, étant le président de la compagnie, et les directeurs comprenant MM. J. W. McConnell, F. H. Wilson et P. J. McIntosh.

## LE CAPITAL ANGLAIS

LES PLACEMENTS FAITS DANS NOTRE PAYS DEPUIS DIX ANS ONT ETE D'UN MILLIARD ET DEMI.

Toronto, 25. — Dans un discours, M. E. R. Wood, directeur-gérant de la Central Canada Loan and Savings Company, a dit que "nous avons reçu d'Angleterre, pendant les dix dernières années, au moins \$1,500,000,000."

Il est réconfortant de penser que, l'an dernier, alors que chacun se plaignait de la disette d'argent et que l'on se trouvait dans la nécessité de se munir de fonds pour alimenter nos entreprises publiques et privées, le Canada pouvait emprunter de Londres la somme énorme de \$300,000,000. Pourquoi le Canada n'a-t-il pas échoué quand les prêteurs anglais seraient les cordons de leur bourse à tous les solliciteurs? Parce qu'ils avaient foi dans l'abondance des ressources de notre pays, dans la stabilité de ses institutions et dans l'intégrité de ses financiers et hommes publics, et, sans aucun doute, la somme s'est accrue parce que le Canada fait partie intégrale de l'Empire Britannique. Les financiers savent que leur argent leur serait rendu. L'argent et la confiance de l'Angleterre sont essentiels à notre développement.

Il ont été nécessaires au parachèvement de nos travaux dans le passé, et ils nous sont, actuellement, indispensables pour subvenir aux besoins des entreprises gigantesques dans lesquelles nous sommes engagés. Nous pouvons garder la confiance de l'Angleterre en la méritant et nous la méritons en portant notre part du fardeau et en faisant honneur à nos obligations.

## ÇA ET LA

La diminution des recettes du C. P. R. s'est de nouveau accentuée dans la troisième semaine de mars, cette diminution s'élevant à \$857,000, soit la plus petite diminution depuis la première semaine de l'année. Le pourcentage de cette diminution a été de 14.3 pour cent contre 14.7 pour cent la semaine précédente. Pour les trois premières semaines du mois de mars, la chute a été de \$1,206,000 contre \$1,628,000 dans les trois premières semaines de février.

Des statistiques récentes indiquent qu'à la date du premier mars 1914, le Pennsylvania Railroad comptait 89,313 actionnaires; sur ce nombre, 42,971 soit 48 pour cent sont des femmes. Trente mille trente-six de ces actionnaires sont près d'un tiers d'entre eux habitent la Pennsylvanie.

Quinze mille actionnaires habitent l'Etat de New-York et 16,696 la Nouvelle-Angleterre. Les pays étrangers en comptent 11,732.

Les recettes des anciennes compagnies subsidiaires de la Standard Oil l'an dernier, ont dépassé de \$40,000,000 celles de la Standard Oil du New-Jersey, pour l'année précédant la dissolution de la puissante compagnie. Ce qui simplement démontre que la dissolution de ce trust a été bénéficiaire aux compagnies englobées.

Les profits nets des compagnies de la Standard Oil pour 1913 sont estimés à \$120,000,000 pendant que les profits nets de la Standard Oil du New-Jersey, avant la dissolution se sont chiffrés à un taux de \$80,000,000 par année. Les recettes considérables de l'année dernière sont dues à l'expansion extraordinaire dans la demande pour le pétrole et ses produits, à de plus hauts prix que le prix du marché habituel.

La concurrence toute naturelle et libre que la dissolution a eu pour effet de provoquer a largement profité aux actionnaires des autres compagnies.

Relativement à la récente circulaire au sujet de la compagnie Ames & Holden, M. H. S. Ross, de Ross et Angers, déclare qu'il n'y a pas le moindre doute que les manufacturiers américains pour lesquels son bureau travaille sont absolument sérieux dans les efforts qu'ils font pour obtenir une large part du contrôle financier de la compagnie.

Les quelques détails qui nous parviennent relativement au projet de fusion de la Nova Scotia Light, Heat & Power Company indiquent que les promoteurs du projet suivent à peu près le même plan qui a été suivi à Montréal.

Par suite de la lutte assez vive qui s'est livrée à la Législature de Halifax relativement à la question des tramways on peut s'attendre à une lutte assez animée.

## PROTECTION DU GIBIER

DIX PERSONNES SONT CONDAMNÉES À L'AMENDE POUR VIOLATION DES RÈGLEMENTS DE CHASSE ET DE PÊCHE À SCOTSTOWN.—D'AUTRES POUR SUITES.

Le garde-chasse W. H. Griffith et ses agents, de l'Association de la province de Québec pour la protection du poisson et du gibier, ont fait dernièrement une descente dans le village de Scotstown, Qué., où ils ont arrêté d'un premier coup, dix violateurs des règlements de la chasse. Tous les accusés furent trouvés coupables et condamnés à l'amende et aux frais.

Quarante autres plaintes seront portées bientôt, quand les preuves suffisantes pour faire condamner les coupables auront été réunies.

La comparution des dix premiers inculpés a donné lieu à un bizarre incident: M. J. Black, juge de paix de l'endroit, devant qui ils furent amenés, refusa de présider ces audiences; il donna comme prétexte que les accusés étaient de ses amis; de plus comme il tient un commerce il prétendit que s'il siégeait, cet acte causerait un dommage à son commerce. M. J. Black déclara en terminant que lui-même avait déjà eu à se plaindre des mauvais procédés des gardes-chasse.

C'est un article, paru il y a quelques temps, dans un journal, qui a amené M. Griffith et ses hommes à faire des recherches à Scotstown. Dans cet article il était dit que la chasse du caribou se faisait sur une grande échelle dans ce village.

Après quelques jours de surveillance et de recherches, les gardes-chasse avaient réuni assez de preuves pour agir; d'un seul coup dix hommes furent arrêtés; quantités de peaux et de pièces de venaison furent trouvées chez eux et confisquées. Chez M. J. B. Roy, on trouva 65 peaux de rat-musqué.

Celui-ci fut le premier à être traduit devant le juge de paix, J. Black. Le juge le condamna à \$25 d'amende et à \$8 de frais; c'est alors qu'il déclara ne pouvoir siéger dans les autres cours pour les raisons énumérées plus haut.

On eut alors recours à un autre juge de paix, M. J. Langlois, ancien maire du village. Tous les accusés furent trouvés coupables et condamnés à l'amende et aux frais: A. St-Onge, \$25 et \$2 de frais; R. Paquet, \$25 et \$2 de frais; E. H. Paquet, \$25 et \$2 de frais; M. Godin, \$25 et \$2 de frais; A. A. Sherman, \$4 et \$2 de frais; W. Paquet, \$20 et \$2 de frais; W. Paquet, \$5 et \$2 de frais; F. Roy, \$20 et \$2 de frais.

## COURRIERS PROVINCIAUX VILLE DE QUEBEC

LA COMPAGNIE VEUT EN APPELER

Québec, 25. — La compagnie du C. P. R., par l'entremise de ses procureurs, a donné avis à M. Francœur, aviseur de M. J. Arthur Fréchette, avoué à l'intention de l'admettre à la Cour d'Appel pour obtenir la permission d'en appeler au Conseil Privé de la décision de la Cour qui a confirmé le jugement de la Cour de Révision accordant \$12,000 de dommages à M. Fréchette comme compensation de dommages subis à la suite d'un accident dont il a été victime au Bassin Louise.

JOURNAUX CONDAMNÉS

Québec, 25. — Le juge McConkili a condamné ce matin "Le Soleil" et le "Daily Telegraph" à \$100 de dommages pour la publication d'un article libelleux à l'adresse de M. D. O. L'Espérance, député de Montmagny. Les journaux en question avaient accusé M. L'Espérance d'être en faveur du site de Beauport, pour la construction, dans le but de favoriser les intérêts de ses amis.

## PROV. DE QUEBEC

RESOLUTIONS DE CONDOLEANCES.

Longueuil, 25. — Le Cercle La Salle de l'A. C. J. C. a adopté la résolution suivante:

Proposé par le camarade Henri Alard appuyé des camarades Henri Laurendeau et Antonio Kelly:

1. Que le Cercle LaSalle A.C.J.C. (section collégiale) a appris avec douleur le deuil qui vient de frapper le camarade Wilfrid Caron dans la personne de sa mère.

2. Que le Cercle offre au camarade (prouvé et à la famille avec ses plus sincères condoléances un bouquet spirituel de cent communications.

A L'AMENDE

Sherbrooke, 25. — Thomas Ricard et S. Fortier de La Patrie, du comté de Compton ont été condamnés à \$50.00 d'amende et les frais pour vente illégale de liqueurs enivrantes.

## OTTAWA-HULL

L'UNION SAINT-JOSEPH.

Ottawa, 25. — La fête patronale de l'Union Saint-Joseph du Canada sera célébrée cette année avec grande pompe dans la paroisse Sainte-Famille d'Ottawa. La date de la célébration a été fixée au 24 mai. A une assemblée des principaux officiers des succursales de la ville tenue hier un comité d'organisation a été nommé qui s'occupera des préparatifs de la fête.

Tous les conseils des environs de la Capitale seront invités à se joindre à ceux de la ville pour faire de cette célébration une belle manifestation. Des excursions seront organisées afin de rendre le voyage plus facile à ceux qui voudraient assister à ces fêtes. Il y aura messe en plein air et dans le cours de l'après-midi une fête champêtre qui réunira toutes les déléguées des différents conseils.

LE CHOIX D'UN EMPLACEMENT.

Hull, 25. Les autorités de la ville de Hull songent depuis quelque temps à faire construire un parc dans le quartier 3 mais jusqu'à présent la grande difficulté a été de trouver l'endroit et le terrain disponible. L'échevin Duguay représentant de ce quartier vient de faire adresser au R. P. G. Charlebois, O.M.I.,

NOS HARNAIS

SONT FAITS POUR DURER ET RÉSISTER

NOUS N'EMPLOYONS QUE DES CUIRS TANNÉS AU CHÊNE

La qualité du cuir dépend en premier lieu de la manière dont il a été tanné. S'il est brûlé par des acides, il ne durera pas et vous courez le risque de briser un trait ou une guide au moment même où vous avez besoin de toute leur résistance.

NE COUREZ PAS DE RISQUE DANGEREUX

Procurez-vous un harnais sur la qualité duquel vous pouvez compter — Venez examiner les nôtres; les moindres détails de couture, de bouclerie, et de fini, démontrent une supériorité que vous ne rencontrez pas chez les autres.

Jamontagne Limitée. 338 Rue NOTRE-DAME Ouest Près de la rue McGill MONTREAL

BLOC BALMORAL

AVIS SPECIAL.

Les abonnés qui ont à déménager le ou vers le 1er Mai sont requis d'envoyer leur ordre en détail, au plus tôt, afin d'éviter que leur service soit interrompu.

Des blancs ou formes d'ordre de déménagement sont inclus à la fin de l'almanach des abonnés, veuillez les remplir et maller sans plus de retard.

R. F. JONES, Gérant,

La Compagnie Canadienne DU TELEPHONE BELL.

Travail Parfait

IMPRESSIONS

grâce à la grande compétence de nos typographes.

Promptement Exécuté

Notre atelier étant pourvu de tout l'outillage nécessaire.

Prix les plus Modérés

Résultant d'une administration attentive et expérimentée.

ADRESSEZ-VOUS COMMANDES

Département des impressions

LE DEVOIR

71<sup>A</sup> rue SAINT-JACQUES

TELEPHONE MAIN 7461.

provincial des Oblats à Montréal une lettre lui demandant le prix que sa congrégation exigerait pour un terrain qu'elle possède sur la rue Queen. M. Duguay a fait faire des plans et des évaluations et se rendra s'il reçoit une réponse favorable auprès de la Commission d'Embellissement pour lui proposer l'achat de ces terrains. Dans le cas où la communauté refusait de vendre, la ville songerait probablement à exproprier ces propriétés.

CONFERENCE SUR LE FRANÇAIS

Windsor, Ont., 24. — Le 5 avril prochain, M. O'Hagan donnera une conférence à Windsor, Ont., sur le français, sous les auspices de l'Association Commerciale.

M. O'HAGAN FELICITE

Tecumseh, Ont., 25. — Hier soir, a eu lieu une assemblée de la Société Saint-Jean-Baptiste, à Tecumseh, Ont., On a résolu de féliciter M. O'Hagan, pour sa ferveur attitude sur la question du français.

DANS L'OUEST

UNE VILLE PROSPERE

Transcona, Sask., 25. — La population de Transcona s'est augmentée de 42 pour cent durant l'année dernière. En 1913 cette population était de 2,382; maintenant de 3,396. L'ouverture des urnes du Transcontinental a amené un grand nombre de machinistes et de manoeuvres, avec, dans bien des cas, leur famille.

FOIN PRESSE ET FOURRAGE

Marché de Montréal

Foin pressé

Un beau montant de foin pressé continue à se faire dans la foin pressé pour la consommation locale il y a eu une ferme demande pour des lots de char de ventes de foin No 1 ont été faites de \$16 à \$16.50; extra No 2 de \$15 à \$15.50, et No 2 de \$13.50 à \$14 la tonne ex-voie.

# LA VIE SPORTIVE

## CE QU'ON DIT

### L'ENTRAÎNEMENT DU BOXEUR

L'entraînement est la base fondamentale de la boxe. Dans tous les sports, un champion mal entraîné aura toujours tendance à être battu par un homme inférieur en force, mais, en boxe, les conséquences sont autrement importantes. C'est pourquoi, même lorsque nous sommes en course à pied par exemple, peut-on appeler de sa défaite, tandis que dans le noble art il n'en est pas ainsi. Nous devons sans cesse être au mieux de notre condition physique, nous devons nous entraîner sur tous les points, et il est évident que si nous sommes un peu en difficulté, personne ne nous accordera les circonstances atténuantes, tout le monde déclarera que nous sommes en déclin. Ainsi, la boxe est un sport où l'on ne peut pas se permettre d'être en retard. C'est pourquoi, même lorsque nous sommes en course à pied par exemple, peut-on appeler de sa défaite, tandis que dans le noble art il n'en est pas ainsi. Nous devons sans cesse être au mieux de notre condition physique, nous devons nous entraîner sur tous les points, et il est évident que si nous sommes un peu en difficulté, personne ne nous accordera les circonstances atténuantes, tout le monde déclarera que nous sommes en déclin. Ainsi, la boxe est un sport où l'on ne peut pas se permettre d'être en retard.

## DE CETTE RENCONTRE DEPEND L'AVENIR DE GRUNDHOVEN

Tous les grands promoteurs américains ont les yeux tournés sur le champion belge. — Sa rencontre, au Readscope de Maisonneuve, contre Fred MacKay, suscite beaucoup d'intérêt.

Georges Grundhoven, le champion de Belgique s'entraîne avec ardeur pour son combat avec Fred MacKay, le formidable poids-lourd canadien. De son succès en effet dépend l'avenir de Grundhoven en Amérique, tous les grands promoteurs de Boxe américains ont les yeux tournés actuellement vers Montréal et ont hâte de voir la contenance que tiendra le champion belge devant son rival trentenaire plus lourd et aussi plus expérimenté. S. Grundhoven gagne samedi, les portes de tous les clubs lui sont ouvertes à deux battants, au contraire s'il est battu il faudra qu'il commence au bas de l'échelle et la gravisse échelon par échelon.

Depuis la victoire de Grundhoven s'entraîne on ne dirait pas qu'il joue une aussi grosse partie, le sympathique boxeur est toujours aussi froid et sûr, il a tout à fait l'air d'un homme qui commence à avoir l'habitude de la victoire, et il semble le moins intéressé de toute l'affaire, c'est ce calme qui fait la force du champion; il a suivi depuis longtemps un entraînement méthodique, presque routinier, et lors du combat arrive il est sûr qu'il sait ce qu'il veut.

MacKay a télégraphié hier qu'il arriverait aujourd'hui ou demain au plus tard, le géant Canadien s'entraîne au gymnase de New Brighton à New-York avec plusieurs écoliers.

Jim Corbett initia cet exemple qu'il aurait dû pourtant lui servir de leçon: "Je ne puis perdre, disait-il, de la rencontre avec Fitzsimmons. Ce boxeur ne pourra pas me porter un seul coup efficace. Vous verrez comme je suis adroit!" Pendant 13 rounds, il surclassait Fitzsimmons, mais au 14e, le fameux shift punch au solar plexus l'éclaira à terre.

Puis c'est Jack Munroe tenant quatre reprises devant Jim Jeffries et croquant pouvoir triompher après ce succès relatif. Il le poursuivit de ses défis, obtint une revanche en 20 rounds; au second, il réfléchissait, sur le dos, aux vicissitudes humaines.

Le nous alterne encore l'exemple de Billy Murphy, l'ancien champion du monde des poids plumes. A Sydney, lorsqu'il fut battu contre Young Griffo, il arriva à l'arène dans une superbe tenue, accompagnée d'une jeune femme. Il causa un immense émoi. Il descendit pompeusement disant à sa compagne: "Attendez-moi à quelques minutes, chère amie, le temps de donner une petite leçon à mon adversaire, et je suis à vous. Ah! un conseil, je suis maître pour vous 300 livres sur ma chance. Ce sera de l'argent bien gagné!" Et Murphy pétra comme un lard dans la salle. Pauvre préliminaire! Quand il revint, il avait l'air d'un homme qui avait été battu. Il avait été battu. Il avait été battu. Il avait été battu.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

La nouvelle de la rentrée dans l'arène d'Eugène Tremblay s'est répandue dans tous les milieux sportifs et tous ses fervents parisiens vont aller au combat de ce soir à cette heure assurée d'un grand succès; les demandes de billets ont été très nombreuses ces jours-ci. Neanmoins il y a encore de la place dans le vaste amphithéâtre de notre populaire Parc Sohmer.

les du ring américain, il n'ignore pas la valeur de son rival et ne veut lui non plus se risquer à livrer au hasard.

Joe Shears et Ben Desautels se promettent tous les deux de bonnes taloches pour samedi. Shears a une grande quantité d'avis parmi les Anglais étant allé à Londres et ayant boxé d'un bout à l'autre de l'Angleterre; Ti Ben, comme ses amis appellent Desautels est très justement populaire dans la partie Est, le petit Canadien a livré nombre de combats ici à Montréal et s'est toujours bien comporté dans l'arène. Lui et Shears sont les deux favoris de la soirée.

Deux autres boxeurs préliminaires de six rounds compléteront le programme. Malgré les dépenses exceptionnelles faites de cette soirée, le prix d'admission restera le même pour les membres, mais qu'on se hâte de réserver ses sièges car une grande assistance est anticipée. Les billets sont de maintenant en vente aux bureaux du Club, Chambré 9, Edifice de La Presse, Tél. Main 4918.

Canadiens-Français, il n'en reste pas moins vrai que l'Américain est homme à faire une très belle lutte contre notre compatriote et pourrait bien s'en rendre maître.

Le grand match entre poids-légers est deux dans trois à finir, tout dépend la rencontre entre poids-légers qui lui fera suite.

Cette dernière rencontre, qui, comme on sait, sera entre le si valeureux lutteur français Raoul de Rouen et l'un des plus grands athlètes des Etats-Unis, Tom Jenkins, nous ménage des émotions aussi vives que la précédente. Il sera très curieux de voir appliquer par Jenkins ces prises qui en ont fait pendant cinq ans le champion incontesté du monde et de voir comment Raoul pourra les parer puis riposter. Il sera aussi fort intéressant de constater si Raoul a maintenant assez de puissance musculaire et d'expérience pour se mesurer avec succès contre n'importe quel athlète américain. L'enthousiasme ne cessera de régner pendant toute la soirée au Parc.

de 1913. Kubat n'est pas anxieux de rester à Ottawa et les Sénateurs ne tiennent guère à le récupérer. Les "commissions" d'arbitrage de la saison de baseball qui aura lieu, jeudi, le 14 mai, promettent d'être grandioses. Il y aura parade de clubs amateurs. Le duc de Connaught assistera probablement à la joute d'inauguration et le maire McVety sera invité à lancer la première balle.

La direction de l'équipe locale n'a pas encore perdu l'espoir de conclure des arrangements pour une ou deux joutes-exhibitions avec des clubs de ligue majeurs. Les Ottawa aimeraient à jouer contre la fameuse équipe de Detroit, qui compte dans son alignement le célèbre Ty Cobb, le "Red" et le géant-comédien Hugh Jennings.

Chicago, 25 — Le président de la ligue fédérale a donné les montants des dépenses jusqu'à date pour la construction des stades et l'achat des terrains de la ligue.

En voici la liste:

| Club         | Estimé    | Totaux    |
|--------------|-----------|-----------|
| Brooklyn     | \$300,000 | \$300,000 |
| Chicago      | 225,000   | 330,000   |
| St-Louis     | 75,000    | 250,000   |
| Indianapolis | 70,000    | 80,000    |
| Buffalo      | 40,000    | 90,000    |
| Baltimore    | 75,000    | 125,000   |
| Pittsburg    | 40,000    | 200,000   |
| Kansas City  | 45,000    | 60,000    |

Shreveport, 25 — Le Collège Centenary a été défait par le Chicago, 2-0, dimanche dernier. Le Chicago a battu le Tinker joint à l'avant-garde sur 16 coups victorieux.

Mason, 25 — Le club Cleveland de l'Association, a battu la Boston, de la ligue Nationale, par 6 à 0 hier après-midi. La partie se termina à la huitième reprise à cause de l'obscurité.

Jacksonville, 25 — Les recrues du club Philadelphia, de la ligue Nationale, ont été défaites par 5 à 3 par le Saint-Louis, de la ligue Nationale.

Ottawa, 25 — Frank Shaughnessy, le géant de Ottawa est actuellement en pourparlers avec un nouveau joueur d'un dit beaucoup de bien. Ce joueur qui se nomme Seepola a battu sur l'alignement de Cleveland, l'un dernier. C'est un lanceur et un joueur d'inférieur qui a une excellente renommée.

Le club de Baseball Ottawa cherche de ce temps à changer le lanceur Frank Kubat pour Behan, des Guelph.

## LES DIX MEILLEURS

(Suite et fin)

A la fin de 1913 la liste des dix meilleurs joueurs doit donc s'établir comme suit:

1. Wilding.
2. McLaughlin, Brookes.
3. Robert, Parks.
4. Frotzheim, Deagus.
5. R. N. Williams.
6. Dixon.
7. Rahe.

Laissons de côté ces appréciations sur les meilleurs raquettes de notre époque, qui n'ont en somme qu'un caractère d'actualité, pour nous occuper d'une décision qui peut avoir pour le tennis des conséquences extrêmement importantes. Je veux parler de la reconnaissance par l'Angleterre de la Fédération Internationale de Lawn Tennis. Chacun sait que le tennis n'a été pratiqué pendant longtemps que dans les pays anglosaxons. Quand il émigra sur le continent, il garda au début quelques attaches avec son pays d'origine et la "Lawn-Tennis Association d'Angleterre" trouvait tout naturel que les clubs de la Suisse ou de la Côte d'Azur lui fussent affiliés. Avec le développement du jeu cependant, les autres associations nationales prenaient de l'ampleur et, tout en reconnaissant l'autorité incontestable de leur aînée la L.T.A., cherchaient à mettre un peu d'ordre dans leurs affaires intérieures. Les rencontres internationales se multiplièrent, les championnats du monde furent fondés et une entente internationale entre les différents groupements dirigeants devenait indispensable.

L'Angleterre, au lieu de préparer les choses, ce qui aurait été son rôle, se plaisait au contraire à rendre plus difficiles, en laissant entendre que les seules règles de la L. T. A. avaient jusqu'ici fait loi et devraient de même, à l'avenir, satisfaire tout le monde. La France prit alors l'initiative de provoquer la fondation d'une Fédération internationale. Avec beaucoup de pondération et de justice, on accorda à l'Association anglaise un nombre de voix supérieur à celui de toute autre nation, et les différents délégués s'étant réunis à Paris, plusieurs décisions importantes furent prises touchant, entre autres choses, la définition de la ligue des Petites Quilles, la définition des championnats du monde. Bien que les délégués anglais aient pris part à la discussion et voté les résolutions, un parti puissant s'était

formé en Angleterre pour refuser toute validité aux décisions de la Fédération Internationale. Le programme de ce parti était de faire dénoncer l'entente intervenue dans le but de conserver à Wimbledon sa situation privilégiée d'unique tournoi mondial. Il s'agissait de démontrer que les championnats du monde sont une institution inutile. Les raisons invoquées étaient assez pauvres et s'appuyaient même sur une véritable hypocrisie de langage.

Pourquoi, disaient-ils en effet, appeler dorénavant le tournoi de Wimbledon, un championnat du monde, alors que, jusqu'ici, il s'est appelé "le championnat" tout court, ce serait, comme à la boxe, comme en rowing, forcer le gagnant à relever les défis que lui lanceraient et abaisser le tennis au rang d'un sport professionnel. Or il n'est pas difficile de s'apercevoir qu'en anglais "the championship" veut proprement signifier "l'unique championnat"; et que loin d'être un titre plus modeste que celui de champion du monde, "the champion" est certainement quelque chose de plus: "l'unique et indiscutable champion". Tout ceci cachait simplement un désir: voir refuser pour Wimbledon l'appellation de championnat du monde sur l'herbe, pour que, du même coup, on étouffe dans l'œuf les organisations des autres championnats du monde sur terre battue et sur le bois. L'Assemblée générale de la L. T. A. s'est refusée à approuver un projet aussi mesquin, elle a adhéré en principe aux décisions de la Fédération Internationale.

Quelques orateurs très égarés se sont chargés de mettre les choses au point; ils ont publiquement déploré le manque de clairvoyance des dirigeants anglais qui auraient dû, il y a quelques années, user de la situation prépondérante du tennis britannique pour prendre la tête du mouvement d'entente internationale. Le temps a marché, ils n'ont rien fait, leur rôle, à l'heure actuelle, est de réparer l'erreur commise et non de chercher à faire une obstruction inutile et même nuisible. Pour nous, fédéralistes nous des résultats déjà acquis et formons le souhait que le principe d'une Fédération Internationale une fois admis, on se serve utilement de ce nouvel organisme pour régler définitivement les quelques questions encore en suspens.

Jacques QUELLENNEC.

La Casquette II

|            |    |    |     |     |
|------------|----|----|-----|-----|
| Deschamps  | 97 | 78 | 104 | 279 |
| Baril      | 71 | 82 | 76  | 229 |
| McGowan    | 73 | 92 | 112 | 277 |
| Richer     | 92 | 85 | 80  | 259 |
| Desjardins | 75 | 91 | 87  | 253 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 406 | 432 | 459 | 1297 |
| Moyenne d'équipe | 259 | 255 |     |      |

|           |     |     |    |     |
|-----------|-----|-----|----|-----|
| Rocheport | 113 | 104 | 74 | 291 |
| Lallier   | 78  |     |    | 78  |
| Collette  | 65  |     |    | 65  |
| Houde     | 99  |     |    | 99  |
| Leblanc   | 92  | 85  | 89 | 266 |
| Bergeron  | 93  | 95  | 90 | 278 |
| Cardinal  | 82  | 82  | 75 | 239 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 458 | 431 | 427 | 1316 |
| Moyenne d'équipe | 248 | 215 |     |      |

|         |    |     |    |     |
|---------|----|-----|----|-----|
| Best    | 67 |     |    | 67  |
| Bishop  | 69 | 85  |    | 154 |
| Woodley | 84 | 76  | 78 | 238 |
| Brown   | 85 | 85  | 80 | 250 |
| Murphy  | 83 | 101 | 97 | 281 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 402 | 404 | 435 | 1241 |
| Moyenne d'équipe | 248 | 251 |     |      |

|            |     |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|-----|
| Couture    | 98  | 102 | 95  | 295 |
| Ducharme   | 88  | 123 | 86  | 297 |
| Lauzon     | 110 | 97  | 98  | 305 |
| Desjardins | 107 | 120 | 87  | 314 |
| Delorme    | 94  | 101 | 117 | 312 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 497 | 543 | 483 | 1523 |
| Moyenne d'équipe | 304 | 335 |     |      |

|            |     |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|-----|
| Villeneuve | 105 | 125 | 108 | 338 |
| Buchanan   | 88  | 93  | 93  | 274 |
| Brown      | 81  | 97  | 85  | 263 |
| Plante     | 113 | 98  | 108 | 319 |
| Bedard     | 109 | 128 | 86  | 323 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 496 | 541 | 480 | 1517 |
| Moyenne d'équipe | 303 | 325 |     |      |

|              |     |    |    |     |
|--------------|-----|----|----|-----|
| A. Raymond   | 80  | 89 | 83 | 252 |
| Laganière    | 101 | 83 | 78 | 262 |
| Charbonnier  | 95  | 83 | 95 | 273 |
| Ach. Raymond | 77  | 85 | 80 | 242 |
| R. Lamoureux | 88  | 96 | 84 | 268 |

|         |     |     |     |      |
|---------|-----|-----|-----|------|
| Totaux  | 447 | 441 | 420 | 1308 |
| Moyenne | 261 | 253 |     |      |

|            |     |    |    |     |
|------------|-----|----|----|-----|
| A. Benoît  | 78  | 86 | 85 | 249 |
| Richard    | 90  | 88 | 85 | 263 |
| Bisson     | 87  | 95 | 74 | 256 |
| A. Lanctôt | 101 | 88 | 85 | 274 |
| B. Benoît  | 86  | 80 | 78 | 244 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 442 | 437 | 416 | 1295 |
| Moyenne d'équipe | 259 |     |     |      |

|          |     |     |     |     |
|----------|-----|-----|-----|-----|
| Lelièvre | 101 | 100 | 103 | 304 |
| Bergeron | 114 | 94  | 103 | 311 |
| Coallier | 91  | 91  | 99  | 279 |
| Frost    | 73  | 93  | 78  | 244 |
| Jobil    | 105 | 90  | 122 | 317 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 482 | 410 | 505 | 1397 |
| Moyenne d'équipe | 271 | 255 |     |      |

|           |    |     |    |     |
|-----------|----|-----|----|-----|
| Thérion   | 76 | 98  | 85 | 259 |
| Marchand  | 90 | 97  | 92 | 279 |
| Bazin     | 75 | 111 | 91 |     |
| Lafortune | 92 | 84  | 91 | 267 |
| Bachand   | 98 | 82  | 98 | 278 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 431 | 472 | 457 | 1360 |
| Moyenne d'équipe | 271 | 255 |     |      |

|          |     |    |     |     |
|----------|-----|----|-----|-----|
| Morrarty | 98  | 97 | 104 | 299 |
| Dubuc    | 71  | 82 | 85  | 238 |
| Kerr     | 101 | 81 | 73  | 255 |
| Chavert  | 83  | 85 | 85  | 253 |
| Curran   | 101 | 90 | 94  | 285 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 454 | 435 | 441 | 1330 |
| Moyenne d'équipe | 266 |     |     |      |

|           |     |     |    |     |
|-----------|-----|-----|----|-----|
| Lamoureux | 84  | 83  | 97 | 264 |
| Laforce   | 92  | 102 | 81 | 275 |
| Desautels | 81  | 81  | 88 | 250 |
| Mace      | 116 | 98  | 85 | 299 |

|        |     |    |    |     |
|--------|-----|----|----|-----|
| Totaux | 116 | 98 | 85 | 299 |
|--------|-----|----|----|-----|

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 457 | 441 | 432 | 1330 |
| Moyenne d'équipe | 266 |     |     |      |

|            |     |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|-----|
| Poulet, H. | 93  | 82  | 71  | 246 |
| St-Martin  | 96  | 88  | 114 | 298 |
| Bélair     | 85  | 81  | 95  | 261 |
| Quimet     | 100 | 100 | 72  | 272 |
| Lauzon     | 97  | 87  | 94  | 278 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 471 | 438 | 446 | 1355 |
| Moyenne d'équipe | 271 |     |     |      |

formé en Angleterre pour refuser toute validité aux décisions de la Fédération Internationale. Le programme de ce parti était de faire dénoncer l'entente intervenue dans le but de conserver à Wimbledon sa situation privilégiée d'unique tournoi mondial. Il s'agissait de démontrer que les championnats du monde sont une institution inutile. Les raisons invoquées étaient assez pauvres et s'appuyaient même sur une véritable hypocrisie de langage.

Pourquoi, disaient-ils en effet, appeler dorénavant le tournoi de Wimbledon, un championnat du monde, alors que, jusqu'ici, il s'est appelé "le championnat" tout court, ce serait, comme à la boxe, comme en rowing, forcer le gagnant à relever les défis que lui lanceraient et abaisser le tennis au rang d'un sport professionnel. Or il n'est pas difficile de s'apercevoir qu'en anglais "the championship" veut proprement signifier "l'unique championnat"; et que loin d'être un titre plus modeste que celui de champion du monde, "the champion" est certainement quelque chose de plus: "l'unique et indiscutable champion". Tout ceci cachait simplement un désir: voir refuser pour Wimbledon l'appellation de championnat du monde sur l'herbe, pour que, du même coup, on étouffe dans l'œuf les organisations des autres championnats du monde sur terre battue et sur le bois. L'Assemblée générale de la L. T. A. s'est refusée à approuver un projet aussi mesquin, elle a adhéré en principe aux décisions de la Fédération Internationale.

Quelques orateurs très égarés se sont chargés de mettre les choses au point; ils ont publiquement déploré le manque de clairvoyance des dirigeants anglais qui auraient dû, il y a quelques années, user de la situation prépondérante du tennis britannique pour prendre la tête du mouvement d'entente internationale. Le temps a marché, ils n'ont rien fait, leur rôle, à l'heure actuelle, est de réparer l'erreur commise et non de chercher à faire une obstruction inutile et même nuisible. Pour nous, fédéralistes nous des résultats déjà acquis et formons le souhait que le principe d'une Fédération Internationale une fois admis, on se serve utilement de ce nouvel organisme pour régler définitivement les quelques questions encore en suspens.

Jacques QUELLENNEC.

La Casquette II

|            |    |    |     |     |
|------------|----|----|-----|-----|
| Deschamps  | 97 | 78 | 104 | 279 |
| Baril      | 71 | 82 | 76  | 229 |
| McGowan    | 73 | 92 | 112 | 277 |
| Richer     | 92 | 85 | 80  | 259 |
| Desjardins | 75 | 91 | 87  | 253 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 406 | 432 | 459 | 1297 |
| Moyenne d'équipe | 259 | 255 |     |      |

|           |     |     |    |     |
|-----------|-----|-----|----|-----|
| Rocheport | 113 | 104 | 74 | 291 |
| Lallier   | 78  |     |    | 78  |
| Collette  | 65  |     |    | 65  |
| Houde     | 99  |     |    | 99  |
| Leblanc   | 92  | 85  | 89 | 266 |
| Bergeron  | 93  | 95  | 90 | 278 |
| Cardinal  | 82  | 82  | 75 | 239 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 458 | 431 | 427 | 1316 |
| Moyenne d'équipe | 248 | 215 |     |      |

|         |    |     |    |     |
|---------|----|-----|----|-----|
| Best    | 67 |     |    | 67  |
| Bishop  | 69 | 85  |    | 154 |
| Woodley | 84 | 76  | 78 | 238 |
| Brown   | 85 | 85  | 80 | 250 |
| Murphy  | 83 | 101 | 97 | 281 |

|                  |     |     |     |      |
|------------------|-----|-----|-----|------|
| Totaux           | 402 | 404 | 435 | 1241 |
| Moyenne d'équipe | 248 | 251 |     |      |

|         |    |     |
|---------|----|-----|
| Couture | 98 | 102 |
|---------|----|-----|

## POLITIQUE ETRANGERE

ANGLETERRE  
ANGLETERRE  
ET IRLANDE

LA SITUATION POLITIQUE NE S'AMELIORE PAS; LE GOUVERNEMENT EST MENACE D'ETRE ABANDONNE PAR LES OUVRIERS ET LES NATIONALISTES.

Londres, 25. — Les rumeurs continuent à circuler, plus graves que jamais, en ce qui concerne la situation politique en Angleterre et en Irlande et surtout à cause de la direction différente que les choses ont prise. De tous ces points, il ressort clairement que le parti radical ouvrier est plus puissant que jamais et que sa cabale met la vie du gouvernement sérieusement en danger. On s'attend maintenant à une Question générale avant le mois de juillet. Ce sera, dit-on, la seule pierre d'achoppement du parti ministériel et sa seule chance de reprendre ses positions. L'opposition manifeste l'esprit le plus belliqueux et le discours de M. John Ward donne une idée de ce qu'est la situation actuelle.

## LA PART DU ROI

L'attitude du roi George dans ce qui est appelé la lutte suprême entre l'aristocratie et la démocratie a mécontenté les Irlandais, les ouvriers et leurs alliés. Aussi le cabinet paraît-il bien subir une érosion défilée si l'on renouvelle encore les attaques de ces jours derniers.

Si les déclarations ministérielles que l'on a écoutées aujourd'hui, qui ont trait à ce qui se passe à Curragh et au conseil de l'armée indiquent que le brigadier-général Gough et ses officiers réintègreront leurs rangs après avoir posé leurs conditions, la crise ministérielle sera imminente.

## UNE ELECTION GENERALE

C'est un fait notoire que le gouvernement trouve maintenant impossible de s'appuyer sur l'Irlande. Il trouve également impossible d'adopter le bill du Home Rule si l'Irlande est exclue; il ne peut pas non plus tenter d'élucider l'Irlande. La seule alternative qui lui reste, est de mettre de côté l'idée d'un référendum tel que préconisé par M. Bonar Law, combattue par les libéraux et les nationalistes, et de faire des élections générales au mois de juin et même plus tôt.

## LES DEFECTIONS DANS L'ARMEE

Londres, 25. — Les libéraux continuent d'attribuer les déflections de l'armée au dissimlement des militaires aristocrates contre le gouvernement démocratique. On a établi notamment que le général Hurler Gough et les autres officiers de la 13ème Brigade de Cavalier, ont demandé et obtenu un congé pour combattre contre les volontaires d'Ulster. On dit que cette promesse est due, en grande partie à l'intervention personnelle du Roi. Avant de quitter Londres, ces officiers ont été envoyés à leurs frères d'Irlande, des dépêches leur annonçant qu'ils avaient trouvé protection en Irlande, «très haut lieu». A leur arrivée à Armagh, aujourd'hui, ces officiers ont été reçus par une garde d'honneur.

Le Troisième, qui, par tradition, s'est abstenu de prendre part aux controverses de parti, a pris dans cette occurrence une part très active. Depuis le règne de la Reine Victoria, on n'a jamais vu le roi prendre une telle attitude. La faction des libéraux qui s'opposait à ce qu'ils appellent une capitulation aux militaires, critiquent l'action du roi et ont promis de l'immunité accordée. Ces libéraux s'immiscent de ce que le roi ait appelé au Palais Royal le Maréchal Lord Roberts, le Maréchal sir John French et le général sir Arthur Paget. Ils prétendent que suivant la coutume, seul le Secrétaire d'Etat pour la guerre devrait rencontrer ces officiers.

Le gouvernement a promis pour demain, plus de lumière sur les faits récents, en déposant sur la table de la Chambre, toutes les communications faites, reçues du général Paget et des officiers qui ont refusé de continuer leur service.

Les deux journaux du gouvernement, le Colonel Sedley, secrétaire pour la guerre, et le vicomte Morley de Blackburn ont reçu, hier, des demandes relatives de plus amples informations. On leur a demandé quelles promesses ont été faites aux officiers, et ces promesses sont-elles ou non écrites. Deux ont refusé de répondre avant la production des lettres des officiers.

Si ces lettres démontrent que le gouvernement a reculé devant les officiers qui refusent de faire leur devoir en Ulster, M. Asquith aura à faire face à une rébellion dans le reste de son parti. Les journaux du matin seront remplis de déclarations des hommes politiques les plus importants.

ARISTOCRATIE VS DEMOCRATIE

Les membres du parti ouvrier qu'on accusa plusieurs fois de suivre aveuglément la politique de M. Asquith, sont en révolte ouverte. Ils se plain-

gnent amèrement du fait que Tom Mann fut condamné à six mois de prison pour avoir encouragé les soldats à ne pas faire feu sur les grévistes, alors que leurs chefs leur en avaient donné le commandement. Ils demandent s'il y a une loi pour la plèbe et une autre pour les aristocrates.

M. John Redmond, chef des nationalistes irlandais, déclare qu'il s'agit de savoir qui l'emportera: les aristocrates de Londres ou la majorité du peuple. A la Chambre des Communes, les partis alliés se séparent peu à peu. Pour conserver sa majorité, M. Asquith devra ménager le parti ouvrier et les irlandais partisans du Home Rule, car plusieurs libéraux se veulent pas se rendre aux officiers de l'armée.

On a discuté, aujourd'hui, le bill des appropriations à l'armée. Léopold C. Amery, unioniste, proposa une diminution; il prétend que le gouvernement n'a pas le droit de se servir de l'armée au bénéfice d'un parti.

Chatham, 24. — Un député radical, qui fut ouvrier et soldat dans l'armée anglaise, déclara la motion, mais, en se plaçant à un point de vue différent. Il déclara que les conservateurs, en approuvant la rébellion des officiers, ont commencé à briser l'armée.

«La Chambre, dit-il, doit décider si elle maintiendra la discipline de l'armée comme une force neutre, si le Parlement lui par le peuple doit faire les lois sans l'intervention du roi ou de l'armée.»

Lorsque l'orateur prononça, avec une intonation le mot «Roi», la moitié des députés se levèrent et lui firent une ovation. Nationalistes irlandais, ouvriers et libéraux applaudirent l'orateur. On ne se souvient pas d'avoir vu, au Parlement une telle démonstration d'hostilité envers le trône.

## EMEUTE A BELFAST

Belfast, Irlande, 25. — Il y a eu un commencement d'émeute à Belfast. Des pierres ont été lancées, et des coups de feu ont été tirés. Plusieurs personnes ont été légèrement blessées et plusieurs ont été arrêtées.

Londres, 25. — Les journaux unionistes admettent que c'est l'influence du roi qui a contribué à faire réintégrer le général Gough et les autres officiers. Ils expriment leur mécontentement de voir qu'on a attribué à ce que les députés ouverts ont été si violents contre l'armée. Ceux-ci se méprennent assurément sur les sentiments des soldats envers les prétextes.

Le «Morning Post» soutient que Gough, Churchill et Seely s'étaient entendus pour exécuter une manœuvre au Ulster et qu'ils ont déposé les intentions du premier ministre et des autres membres du cabinet. Le journal ajoute que les trois alliés voulaient faire arrêter les chefs de l'Ulster, mais qu'ils se sont trompés sur les sentiments des officiers.

Le «Daily Chronicle» admet que le gouvernement est dans l'enfer, et que l'on aura bientôt l'occasion de se rendre compte de la véritable force de M. Asquith.

Dublin, 25. — Le général Gough, à son arrivée à Curragh, a été reçu chaleureusement par ses officiers. Dans son discours à ses officiers, le général a déclaré qu'on lui avait promis que ses soldats n'auraient pas à combattre contre l'Ulster. Il ajouta, cependant, que si sa présence était inutile pour protéger la propriété et la vie des gens, ce serait son devoir d'y aller et qu'il ne faillirait pas.

Londres, 25. — Le «Daily News», principal organe des libéraux, conseille ce matin au gouvernement de démissionner et de demander immédiatement au peuple son opinion sur la question de l'armée et la nation.

LLOYD GEORGE, PREMIER MINISTRE

Londres, 25. — Au nombre des rumeurs qui circulent, il en est une qui va s'accroissant chaque jour. C'est celle qui dit que le gouvernement fait des élections anticipées. M. Lloyd George sera chargé de former le cabinet.

## L'OPINION EN ALLEMAGNE

Berlin, 25. — On s'intéresse beaucoup ici à la situation politique en Angleterre. Dans notre pays où la discipline militaire est de plus en plus sévère, on ne peut concevoir l'attitude des officiers anglais refusant d'aller combattre dans l'Ulster.

MEXIQUE

AFFAIRES MEXICAINES

LES REBELLES SE SONT EMPARE DE GOMEZ PALACIO ET SE BATTENT MAINTENANT DANS LES RUES DE TORREON. — HUERTA REUSSIT A FAIRE UN EMPRUNT.

Juarez, Mexique, 25. — Une dépêche reçue ici hier après-midi, déclare que les rebelles après la prise de Gomez Palacio se sont, sous le commandement de Villa, dirigés vers la ville de Torreón, où une terrible bataille a lieu. Le général Villa et le général Benavides ont décidé d'aller déjouer à la Plaza à Torreón.

On croit que les rebelles ont encore de vives batailles à livrer avant d'être maîtres absolus de la ville.

Le «El Correo», journal espagnol, déclare qu'un grand nombre de soldats sont morts dans les rues de Gomez Palacio, et qu'ils étaient tombés sous les coups de la mitrailleuse.

On n'a pu avoir le nombre des soldats tués à la bataille d'hier.

Si la dépêche reçue de Juarez n'est pas fautive, on voit que Villa, après une campagne très rapide, il a ouvert les hostilités vendredi, et s'est emparé de Gomez Palacio. Puis, se dirigeant vers le sud, le général Velasco et ses troupes, Mapimi, Matamoros, Brownsville et plusieurs autres petites villes furent prises en deux jours, et, hier soir, la ville de Gomez Palacio tombait et son pouvoir. Villa était à trois milles de Torreón. En cinq jours, Villa aurait donc atteint le but de sa première campagne.

Les rebelles ont été hier, surpris de voir arriver des renforts pour les fédéraux, et ceux-ci engagèrent une terrible bataille, dans les rues de Torreón.

Gomez Palacio est situé au nord-est de Torreón, et Gono De La Pila commande les deux villes.

Chihuahua, 24. — Un député radical, qui fut ouvrier et soldat dans l'armée anglaise, déclara la motion, mais, en se plaçant à un point de vue différent. Il déclara que les conservateurs, en approuvant la rébellion des officiers, ont commencé à briser l'armée.

«La Chambre, dit-il, doit décider si elle maintiendra la discipline de l'armée comme une force neutre, si le Parlement lui par le peuple doit faire les lois sans l'intervention du roi ou de l'armée.»

Lorsque l'orateur prononça, avec une intonation le mot «Roi», la moitié des députés se levèrent et lui firent une ovation. Nationalistes irlandais, ouvriers et libéraux applaudirent l'orateur. On ne se souvient pas d'avoir vu, au Parlement une telle démonstration d'hostilité envers le trône.

EMEUTE A BELFAST

Belfast, Irlande, 25. — Il y a eu un commencement d'émeute à Belfast. Des pierres ont été lancées, et des coups de feu ont été tirés. Plusieurs personnes ont été légèrement blessées et plusieurs ont été arrêtées.

Londres, 25. — Les journaux unionistes admettent que c'est l'influence du roi qui a contribué à faire réintégrer le général Gough et les autres officiers. Ils expriment leur mécontentement de voir qu'on a attribué à ce que les députés ouverts ont été si violents contre l'armée. Ceux-ci se méprennent assurément sur les sentiments des soldats envers les prétextes.

Le «Morning Post» soutient que Gough, Churchill et Seely s'étaient entendus pour exécuter une manœuvre au Ulster et qu'ils ont déposé les intentions du premier ministre et des autres membres du cabinet. Le journal ajoute que les trois alliés voulaient faire arrêter les chefs de l'Ulster, mais qu'ils se sont trompés sur les sentiments des officiers.

Le «Daily Chronicle» admet que le gouvernement est dans l'enfer, et que l'on aura bientôt l'occasion de se rendre compte de la véritable force de M. Asquith.

Dublin, 25. — Le général Gough, à son arrivée à Curragh, a été reçu chaleureusement par ses officiers. Dans son discours à ses officiers, le général a déclaré qu'on lui avait promis que ses soldats n'auraient pas à combattre contre l'Ulster. Il ajouta, cependant, que si sa présence était inutile pour protéger la propriété et la vie des gens, ce serait son devoir d'y aller et qu'il ne faillirait pas.

Londres, 25. — Le «Daily News», principal organe des libéraux, conseille ce matin au gouvernement de démissionner et de demander immédiatement au peuple son opinion sur la question de l'armée et la nation.

LLOYD GEORGE, PREMIER MINISTRE

Londres, 25. — Au nombre des rumeurs qui circulent, il en est une qui va s'accroissant chaque jour. C'est celle qui dit que le gouvernement fait des élections anticipées. M. Lloyd George sera chargé de former le cabinet.

L'OPINION EN ALLEMAGNE

Berlin, 25. — On s'intéresse beaucoup ici à la situation politique en Angleterre. Dans notre pays où la discipline militaire est de plus en plus sévère, on ne peut concevoir l'attitude des officiers anglais refusant d'aller combattre dans l'Ulster.

MEXIQUE

AFFAIRES MEXICAINES

LES REBELLES SE SONT EMPARE DE GOMEZ PALACIO ET SE BATTENT MAINTENANT DANS LES RUES DE TORREON. — HUERTA REUSSIT A FAIRE UN EMPRUNT.

Juarez, Mexique, 25. — Une dépêche reçue ici hier après-midi, déclare que les rebelles après la prise de Gomez Palacio se sont, sous le commandement de Villa, dirigés vers la ville de Torreón, où une terrible bataille a lieu. Le général Villa et le général Benavides ont décidé d'aller déjouer à la Plaza à Torreón.

On croit que les rebelles ont encore de vives batailles à livrer avant d'être maîtres absolus de la ville.

Le «El Correo», journal espagnol, déclare qu'un grand nombre de soldats sont morts dans les rues de Gomez Palacio, et qu'ils étaient tombés sous les coups de la mitrailleuse.

On n'a pu avoir le nombre des soldats tués à la bataille d'hier.

Si la dépêche reçue de Juarez n'est pas fautive, on voit que Villa, après une campagne très rapide, il a ouvert les hostilités vendredi, et s'est emparé de Gomez Palacio. Puis, se dirigeant vers le sud, le général Velasco et ses troupes, Mapimi, Matamoros, Brownsville et plusieurs autres petites villes furent prises en deux jours, et, hier soir, la ville de Gomez Palacio tombait et son pouvoir. Villa était à trois milles de Torreón. En cinq jours, Villa aurait donc atteint le but de sa première campagne.

Les rebelles ont été hier, surpris de voir arriver des renforts pour les fédéraux, et ceux-ci engagèrent une terrible bataille, dans les rues de Torreón.

Gomez Palacio est situé au nord-est de Torreón, et Gono De La Pila commande les deux villes.

Chihuahua, 24. — Un député radical, qui fut ouvrier et soldat dans l'armée anglaise, déclara la motion, mais, en se plaçant à un point de vue différent. Il déclara que les conservateurs, en approuvant la rébellion des officiers, ont commencé à briser l'armée.

«La Chambre, dit-il, doit décider si elle maintiendra la discipline de l'armée comme une force neutre, si le Parlement lui par le peuple doit faire les lois sans l'intervention du roi ou de l'armée.»

Lorsque l'orateur prononça, avec une intonation le mot «Roi», la moitié des députés se levèrent et lui firent une ovation. Nationalistes irlandais, ouvriers et libéraux applaudirent l'orateur. On ne se souvient pas d'avoir vu, au Parlement une telle démonstration d'hostilité envers le trône.

EMEUTE A BELFAST

Belfast, Irlande, 25. — Il y a eu un commencement d'émeute à Belfast. Des pierres ont été lancées, et des coups de feu ont été tirés. Plusieurs personnes ont été légèrement blessées et plusieurs ont été arrêtées.

Londres, 25. — Les journaux unionistes admettent que c'est l'influence du roi qui a contribué à faire réintégrer le général Gough et les autres officiers. Ils expriment leur mécontentement de voir qu'on a attribué à ce que les députés ouverts ont été si violents contre l'armée. Ceux-ci se méprennent assurément sur les sentiments des soldats envers les prétextes.

Le «Morning Post» soutient que Gough, Churchill et Seely s'étaient entendus pour exécuter une manœuvre au Ulster et qu'ils ont déposé les intentions du premier ministre et des autres membres du cabinet. Le journal ajoute que les trois alliés voulaient faire arrêter les chefs de l'Ulster, mais qu'ils se sont trompés sur les sentiments des officiers.

Le «Daily Chronicle» admet que le gouvernement est dans l'enfer, et que l'on aura bientôt l'occasion de se rendre compte de la véritable force de M. Asquith.

Dublin, 25. — Le général Gough, à son arrivée à Curragh, a été reçu chaleureusement par ses officiers. Dans son discours à ses officiers, le général a déclaré qu'on lui avait promis que ses soldats n'auraient pas à combattre contre l'Ulster. Il ajouta, cependant, que si sa présence était inutile pour protéger la propriété et la vie des gens, ce serait son devoir d'y aller et qu'il ne faillirait pas.

Londres, 25. — Le «Daily News», principal organe des libéraux, conseille ce matin au gouvernement de démissionner et de demander immédiatement au peuple son opinion sur la question de l'armée et la nation.

LLOYD GEORGE, PREMIER MINISTRE

Londres, 25. — Au nombre des rumeurs qui circulent, il en est une qui va s'accroissant chaque jour. C'est celle qui dit que le gouvernement fait des élections anticipées. M. Lloyd George sera chargé de former le cabinet.

## ELLE SOUFFRIT

## L'AGONIE PAR LA NEURALGIE

RIEN NE LA SOULAGEA JUSTA QU'ELLE EUT ESSAYE "FRUIT-A-TIVES"

CAMPBELLVILLE, Ont., 5 mai 1913.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de son action délicate et de son goût agréable.

«Fruit-a-tives» est vendu par tous les marchands à 50c la boîte, 6 pour \$2.50, boîte d'essai, 25c, ou peut être obtenu de «Fruit-a-tives», Limited, Ottawa.

«Fruit-a-tives» est le seul remède fait de jus de fruits et convient particulièrement aux femmes à cause de

